ENGLISH PAGES : 3,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.net
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXV, No. 20 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***13 - 20 mai 2015***

LA FOUILLE DU BATEAU ACRA CONTINUE AU PORT NATIONAL

Une longue liste d'arrestations à opérer

Des hommes d'affaires pour la plupart... Des politiciens aussi...

Plus d'un mois depuis qu'a commencé le déchargement/fouille du bateau transportant une cargaison de sucre et de cocaïne/héroïne pour le compte de la maison Acra, la Police nationale et les agents de la DEA continuent de passer le vaisseau au peigne fin, une fois qu'il a été vidé complètement de la marchandise qu'il avait à son bord. L'opération de fouille continue au port national où a été conduit le Manzanares. Les personnes interrogées, dans le cadre de l'enquête en cours, ont permis d'identifier plus d'une douzaine d'hommes d'affaires ayant mis ensemble leurs ressources en vue d'introduire en Haïti la plus forte cargaison de stupéfiants enregistrée depuis que ce pays a été transformé en plaque tournante de la drogue, qui y transite en contrebande à destination des marchés lucratifs d'Amérique du nord (États-Unis et Canada) et d'Europe.

Des sources proches de la Police nationale et des agents fédéraux ont révélé qu'a la fin du débarquement de la cargaison de sucre, soit 665 tonnes, a été découvert un chargement important, soit environ 145 tonnes de cocaïne et d'héroïne qui allaient aboutir dans des entrepôts situés un peu partout dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. On laisse croire, d'autre part, qu'une quantité non déterminée de cocaïne a été trouvée dans plusieurs localités appartenant à des individus engagés dans l'import-export aussi bien que des entrepreneurs qui possèdent des installations industrielles.

La fouille entre dans une nouvelle phase

Une fois le Mansanares conduit au port national, les policiers haïtiens et agents de la DEA ont entamé une nouvelle phase de la fouille. Contrairement au déchargement, qui s'effectuait au Terminal Varreux, où les sacs de sucre étaient minutieusement examinés l'un après l'autre (ce qui a pris plus de trois semaines), au port national, c'est quasiment le démantèlement du navire qui se fait.

En effet, encore selon les agents fédéraux, qui ont l'occasion de mener ce genre d'opération sur une base régulière, ils savent que les transporteurs de drogue dissimulent la marchandise défendue dans tous les coins et recoins du bateau. C'est pourquoi au nouveau port où continue la fouille, tous les murs du Mansanares sont démantelés.

Bientôt des arrestations prévues

On affirme, dans les milieux proches des agents fédéraux, que si nombreuses sont les personnes identifiées comme faisant partie du vaste réseau responsable pour l'arrivée au Terminal Varreux du navire désormais appelé « *Bateau Acra* », qu'on se demande qui n'est pas impliqué dans cette affaire ? Toutefois, les agents fédéraux prennent la précaution de ne pas éveiller de soupçons chez les membres du réseau, afin d'éviter toute tentative d'évasion. Mais aussi pour éviter tout éventuel dérapage.

Les enquêteurs fédéraux se déclarent préoccupés au plus haut point du manque d'intégrité constatée au sein de la Police nationale, dont certains membres, moyennant de fortes sommes d'argent, prêtent leur service aux importateurs de drogue en tant qu'informateurs. C'est pourquoi, fait-on remarquer, lorsqu'une brigade de la DCPJ (Direction générale de la Police judiciaire) s'est dirigée vers une propriété aux fins de procéder à l'arrestation du patron, les policiers sont arrivés pour constater que l'intéressé était déjà en possession d'une copie du mandat d'amener qui avait été émise contre lui.

Les agents fédéraux se déclarent encore plus préoccupés par l'attitude du commandement de la Police nationale, qui agit comme s'il a des liaisons avec les importateurs de la marchandise défendue. Certains représentants de la DEA présents sur le terrain, dans le cadre de l'enquête sur les derniers bateaux arrivés en Haïti, sous prétexte d'apporter du sucre ou d'autres marchandises, alors que, en réalité, ces navires transportent de la cocaïne, de l'héroïne et de la marijuana dissimulés parmi les sacs de marchandises régulières, craignent qu'ils pourraient être pris pour cibles par les criminels à tout instant.

Les agents de la DEA expliquent aussi leur préoccupation par le fait que le directeur général de la PNH s'est retranché dans un silence mystérieux depuis qu'a éclaté le scandale des bateaux de sucre-cocaïne-héroïne qui ont accosté au Terminal Varreux. Ils pensent que Godson Orélus a reçu le mot d'ordre du silence d'une quelconque autorité qu'ils n'arrivent toujours pas à identifier. Selon eux, cela explique l'ambiguïté entretenue autour des opérations de déchargement/fouille du Mansanares par la Police nationale, dont le porte-parole déclarait ouverte une enquête afin de connaître l'identité de la compagnie qui avait commandé le sucre-cocaïne-héroïne, tout en insistant que le navire avait jeté l'ancre non au Terminal Varreux, mais à un port situé plus au nord, proche de celui appelé Jérémie. Les agents fédéraux se plaignent de l'apathie affichée par la Direction générale de la PNH dans cette affaire et se déclarent confortés uniquement par le professionnalisme des policiers relevant de la Direction centrale de la Police judiciaire. Selon eux, ces derniers semblent agir indépendamment du commandement central.

De toute évidence, ceux qui s'obstinent à taire les noms des personnes impliquées dans l'affaire du Mansanares ne doivent pas ignorer que les policiers de la DCPJ sont à pied d'œuvre et ne se laissent point intimider ni soudoyer par les propriétaires des plus de 145 tonnes de stupéfiants confisquées, et qui constitueront le corps du délit.

Nonobstant cette vaste conspiration montée pour cacher la vérité sur l'affaire du Mansanares, les agents fédéraux pensent qu'ils ont suffisamment d'éléments de preuve pour que des procureurs fédéraux présentent un rapport en bonne et due forme qui permettra à des juges fédéraux d'ordonner l'inculpation des meneurs. Aussi se déclarent-ils confiants que des arrestations seront opérées dans un avenir pas très lointain. Les agents de la DEA présents en Haïti ont affirmé que vu le nombre de personnes concernées dans l'affaire du Mansanares, il faudra plusieurs juges pour entendre ces cas.

Les représentants de la DEA ont laissé entendre que le plus gros scandale éclatera lorsque le peuple haïtien saura l'identité des importateurs et ce qu'ils représentent dans la société. Car, ont-ils fait remarquer, parmi ces derniers se trouvent des banquiers, des industriels, des concessionnaires de voitures, des hommes politiques, des personnes engagées dans l'import-export, pour en citer que ceux-lâ. À ce moment-là, ajoutent-ils, sera révélée la forte somme d'argent qui a été investie dans cette entreprise.

Mais un des agents n'a pu s'empêcher de préciser que tous ces importateurs impliqués dans l'affaire du Mansanares ont une chose en commun : ils sont tous liés au gouvernement en place. D'où la question, jusqu'à quel niveau cette affaire touche le Palais national ?

RELÈVE DE LA GARDE À L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS EN HAÏTI

Mauvais présage pour les Martelly

L'oncle Sam attend le bon moment pour s'abattre sur ses proies...

L'ambassadeur Pamela White et l'ex-Premier ministre Laurent Lamothe, bras dessus bras desssous, aux carnavals de Jacmel, en 20l12.

SOURCES COMBINÉES, 12 mai — Comme on dit souvent dans le savoureux vernaculaire haïtien « *Van an vire* » (le vent a changé de direction). Michel Martelly semble parvenir au bout de ses mauvais tours au peuple haïtien. En voulant faire placer le nom de sa femme sur la liste des candidats au Sénat, pour le département de l'Ouest, il a exagéré ses atouts et possibilités, s'exposant à des révélations pour le moins nuisibles. La question de la renonciation de la nationalité de sa femme ne paraît pas destinée à finir comme la sienne. Car les temps ont changé. Alors que pour le président haïtien l'ambassadeur Merten, au risque de se faire censurer par ses supérieurs, l'a sorti du mauvais pas, pour Sophia Saint-Rémy, le Département d'État est allé vite en besogne pour exposer la fraude que le couple Martelly avait tenté d'orchestrer.

En effet, dans les vingt-quatre heures qui suivirent les révélations de l'un des avocats de la première dame, Gregory Mayard-Paul, déclarant que sa cliente avait

Suite en page 8

DANS L'ACTION JUDICIAIRE MEVS CONTRE MEVS

Les enfants et petits enfants déclarés coupables

De « faux, usage de faux, association de malfaiteurs et abus de biens sociaux »...

Par Léo Joseph

Alors que les deux fils aînés des époux Fritz Mevs et leurs neveux et nièces étaient l'objet d'une poursuite judiciaire intentée contre eux par leur mère et grand'mère, ils se trouvent aujourd'hui confrontés à une enquête menée conjointement par la Police nationale et les agents de la Drug Enforcement Adminsitration (DEA), qui est la Brigade fédérale américaine anti-drogue. L'arrivée au Terminal Varreux, le port opéré par les jeunes Mevs, d'un bateau transportant un chargement de sucre commandé par la maison Acra, a mis les opérateurs de ce port en

Suite en page 3

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 2

ARTS & SPECTACLES

Émissions américaines télévisées : Des fenêtres d'opportunité ouvertes aux musiciens haïtiens

Par Jean-Robert Noël

La musique est une, même quand la forme choisie identifie de façon spécifique la culture de l'artiste. Les règles qui gouvernent cet art sont les mêmes et les principes de composition musicale ne diffèrent pas. La musique est un langage universel, et les différents éléments qui la constituent demeurent : la mélodie, l'harmonie et le rythme. Les émissions américaines « *The Voice* », « *American Idol* » et « *America's Got Talent* » diffusées sur les chaînes de télévision américaines ouvrent de grands horizons aux artistes.

Arly Lariviere, maestro et chanteur du groupe Nu Look.

La réalité et la vérité au cœur de l'histoire

Les musiciens haïtiens « *superstars* » ne profitent pas des grandes opportunités que leur offrent ces émissions américaines de téléréalité. Dans un temps, Ansy Derose, Guy Durosier, Ricot Mazarin (ancien chanteur du groupe « Les Fantaisistes de Carrefour), Ti Roro Baillergeau, pour ne citer que ceux-là, avaient pris part à des concours internationaux. Les shows « *The Voice* » et « *American Idol* » sont des concours de chant diffusés sur les chaînes de télévision américaines. Ils accueillent tous les chanteurs capables de prouver leur talent devant des juges très avisés. L'on se demande pourquoi les chanteurs haïtiens les plus populaires ne s'inscrivent jamais pour participer à ces compétitions.

Certaines gens prétendent qu'ils ont peur d'échouer au cours des auditions préliminaires. D'autres disent qu'ils n'ont pas l'étoffe qu'il faut pour subir les rudes épreuves des auditions et des compétions. Plusieurs pays ont créé leur propre version de « *The Voice* » Une version haïtienne de « *The Voice* » « *La Voix d'Haïti* » n'aurait pas un tel impact puisque les juges ne seraient pas crédibles. Le « *moun panisme* » prévaudrait, car les juges seraient manipulés pour tordre les lois qui régissent un tel format de compétition et accorder le prix à un chanteur Ti Zanmi ou un chanteur recommandé par des promoteurs assurant business avec le groupe musical d'où viendrait le faux gagnant.

Le gagnant pourrait être aussi choisi selon les recommandations d'une quelconque autorité. Les juges peuvent être beurrés pour que leur décision soit uniforme en rendant le verdict. La vérité blesse, mais elle doit être dite sans détour, en se basant sur le vécu.

Pipo Stanis, chanteur du groupe Klass.

Le choix de meilleur groupe de l'année (toutes catégories confondues) en est un exemple concret. Et il n'existe aucun critère de sélection sur lequel on se base pour arriver à une telle décision. Puis, on néglige les Orchestres Tropicana d'Haïti et Septentrional qui évoluent sur la scène HMI. Ce qui attriste c'est que le grand public ne réagit jamais.

Ralph Condé, guitariste de Zenglen.

Miami : Le berceau des « *superstars* » et des groupes musicaux haïtiens

On est unanime à reconnaître que Miami représente le berceau des groupes musicaux haïtiens les plus populaires du monde konpa dirèk. Déjà, la condition de résidence aux États-Unis des participants, qu'imposent les comités organisateurs de ces concours, est satisfaite. La langue de participa-

Gasman Pierre (Gazzman Coleur) chanteur de la formation Disip.

tion exigée est l'anglais. Cela ne pourrait être un handicap puisque les groupes musicaux haïtiens utilisent des titres anglais dans leur répertoire, même si les paroles ne supportent jamais les titres. On ne peut nier l'existence de chanteurs haïtiens valables au pays, qui embrassent d'autres genres musicaux. Cependant, les restrictions des organisateurs les disqualifient.

Les artistes ne sont pas obligés de présenter la forme de musique qu'ils jouent au quotidien. Ces compétions offrent une certaine liberté de choix de chansons que l'artiste décide de présenter devant les juges. Ils peuvent interpréter des chansons de chanteurs déjà connus dans le monde musical. Et pour ce faire, le comité organisateur attribue un « *coach* » aux participants avant les auditions préliminaires. Il est vrai que « *American Idol* » impose des restrictions d'âge, mais il y a possibilité de participer à « America's Got Talent », qui n'a pas cette restriction d'âge. Pour participer à « *American Idol* », il faut être âgé entre 15 et 28 ans, ce qui disqualifie tous les chanteurs de cette nouvelle génération de musiciens.

Il faut profiter du temps

Tous ces plateaux ouvrent leur fenêtre pour accueillir les musiciens haïtiens « superstars » qui ne se sentent pas confortables sur d'autres terrains. Le show « *America's Got Talent* » ne se limite pas aux chanteurs. C'est une plateforme où nos musiciens « superstars » et des créateurs d'étoiles peuvent mettre leur talent en valeur aux yeux du monde entier, via la télévision américaine. Ce show s'ouvre également aux guitaristes, batteurs, danseurs, pianistes, claviéristes / keyboardistes, trompettistes, saxophonistes, trombonistes, bassistes, tambourineurs haïtiens qui résident aux États-Unis. Pour déterminer le gagnant, toute une série de moyens sont pris en considération. Le vote du public, des spectateurs et téléspectateurs pèsent lourd dans la balance de décision du gagnant. Il se fait via téléphone, internet, SMS, Twitter, Facebook et d'autres plateformes intelligentes

L'essentiel ce n'est pas de gagner du premier coup, mais

Edy Brisseaux.

d'avoir essayé. Même quand on échoue, on peut tirer une leçon qui permettra de corriger les erreurs commises et faire mieux dans les prochaines compétitions. Ce serait vraiment intéressant de voir les musiciens haïtiens « superstars » et les créateurs de « superstars » participer à ces concours à grande échelle, puisque les avantages sont énormes. Cela vaut mieux que les « *showdowns* » auxquels ils participent souvent dans les boîtes de nuit et qui, d'ailleurs, n'offrent aucune

Kenny Desmangles, actuel chanteur du groupe 509, ancien chanteur de Zenglen.

possibilité d'avancement ni à l'artiste, ni non plus au genre musical qu'il choisit.

L'appel est donc lancé à tous les musiciens haïtiens qui satisfont les critères de participation à ces concours de haut niveau. Il est temps qu'ils explorent d'autres horizons. Espérant les voir performer devant des millions de spectateurs et téléspectateurs, d'ores et déjà nous leur souhaitons bonne chance. Qu'ils profitent de ces occasions en or pour prouver leur talent et consolider leur statut de « *superstars* ». Les chanteurs n'ont pas droit de chanter à capella. Il faut surtout souligner que pour participer à ces genres de concours, les artistes doivent être en bonne condition psychologique et physique, à cause des rudes et longues épreuves de ces compétitions. Il faut profiter du temps, car demain ne nous appartient pas vraiment. L'occasion est comme un oiseau, il faut la saisir au vol.

robertnoel22@yahoo.com

MAISON À VENDRE

Grande maison située à Delmas construite sur deux tiers de carreau de terre nivelée, dans le voisinage de l'église Pasteur Nérée. Zone résidentielle et tranquille. 6 chambres à coucher, 2 salles de bain, grand salon, électricité, eau, téléphone, grande cour. Option affaire : orphelinat, pension de famille ou résidence privée tout court. **Pour plus d'information, composez le 347-387-1840.**

MAISON A VENDRE

Grande maison double à Santo 19, bâtie sur une pro-

priété clôturée de 25/100, soit _ de carreau.

Évaluation formelle par un ingénieur accrédité. Située dans une zone tranquille, maison basse, spacieuse et attrayante répartie sur deux ailes attenantes, idéale pour deux familles. Comprend 5 chambres à coucher, 2 salles de bain, 2 salles à manger, 2 cuisines, 2 salons et 2 galeries.

Grande cour avec jardins, arbres fruitiers, puits, dépendances. Pour infos : 509-3430-5909 ou 509-3264-6957 ou 347-809-4502.

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 3

DANS L'ACTION JUDICIAIRE MEVS CONTRE MEVS

Les enfants et petits enfants déclarés coupables

De « faux, usage de faux, association de malfaiteurs et abus de biens sociaux »...

Suite de la page 1

porte à faux par rapport aux autorités policières d'Haïti et celles de la Brigade fédérale anti-drogue des États-Unis. La découverte de plus de 120 tonnes de cocaïne et d'héroïne parmi les sacs de sucre débarqués a déclenché cette enquête criminelle dont les tenants et aboutissants ne seront pas connus de si tôt.

En effet, le scandale du bateau d'Acra impliquant les responsables du Terminal Varreux et se greffant sur le dossier en dispute au tribunal de première instance de Port-au-Prince survient à au mauvais moment pour les administrateurs de ces installations portuaires. Alors que le procès Mevs contre Mevs était devant la justice depuis déjà plus d'un an, l'affaire du bateau est survenue comme un inconvénient de trop. Car les accusés ne peuvent prévoir comment va aboutir le dernier contentieux ni dans quel sens le premier pourrait influencer le second. Surtout qu'ils ont été trouvés coupables des faits dont ils sont accusés. Selon plusieurs observateurs juridiques, à la lumière du nouveau scandale, leur décision de faire appel du verdict de culpabilité rendu contre eux pourrait bien avoir un impact négatif sur une éventuelle disposition relative à la certification du port.

Comment en sont-ilsß arrivés là ?

Pour ceux qui connaissent la famille Mevs et l'harmonie qui existait en son sein quand Fritz Mevs père était vivant se trouvent dans l'impossibilité d'expliquer comment la matriarche et ses enfants avec ses petits enfants en sont arrivés là. Le témoignage de certains amis d'Huguette Portès Mevs, la veuve de Fritz Mevs, en sus des données disponibles sur le cheminement du dossier au tribunal permettent de mieux comprendre la situation.

En effet, des proches de Mme Mevs ont révélé que celle-ci a été alertée concernant une action en cours à la Direction générale des impôts (DGI) à la faveur de laquelle ses fils et petits fils s'étaient engagés dans une opération consistant à faire timbrer des documents destinés à s'approprier les actions de leur mère et tante dans le Terminal Varreux et d'autres entreprises que le défunt Mevs avait créées de concert avec son épouse. Voilà comment Mme Mevs et sa fille se sont mises en branle afin de contrer une telle action que d'aucuns assimilent à une trahison filiale, tandis que d'autres y voient une monstruosité extrême.

Sur ces entre-faits Huguette et Youri Mevs ont déposé une plainte auprès du Parquet de Port-au-Prince. Suite à l'instruction de l'affaire, le juge instructeur a renvoyé les accusés au tribunal correctionnel pour les suites nécessaires.

Une copie de l'instruction suivie du verdict de culpabilité rendue contre les deux oncles et leurs neveu et nièces expose toute cette machination perpétrée par des fils et petits enfants, des frères, neveu et nièces contre leur mère et grand-mère, aussi bien que leur sœur et tante.

Instruction du juge Ikenson Édumé

Assisté du greffier Evens Jean-François, le juge Ikenson Édumé a rendu l'ordonnance suivantes contre les accusés.

« *Vu l'instruction ouverte et suivie contre les nommes :*

« *1- Fritz MEVS Junior, né le 12 décembre 1953 à Port-au-Prince, âgé de 61 ans, industriel de profession, demeurant et domicilié au No. 31, Avenue Charles Summers, Port-au-Prince, Haïti, inculpé de faux, d'usage de faux, d'association de malfaiteurs et d'abus de biens sociaux au préjudice deYM HOLDINGS INC représenté par Huguette P. MEVS et Youri MEVS et la dame Huguette MEVS;*

« *2- Gregory MEVS, né le 10 décembre 1957, âgé de 57 ans, industriel, demeurant et domicilié au No. 60, Rue Fritz MEVS, Pétion-Ville, inculpé de faux, d'usage de faux, d'association de malfaiteurs et d'abus de biens sociaux au préjudice de YM HOLDINGS INC représenté par Huguette P. MEVS et Youri MEVS et la dame Huguette MEVS ;*

« *3- Jean Fritz Bernard MEVS, né le 10 janvier 1983 à Port-au-Prince, âgé de 31 ans, entrepreneur, demeurant et domicilié au No. inculpé de faux, d'usage de faux, d'association de malfaiteurs et d'abus de biens sociaux au préjudice de YM HOLDINGS INC représenté par Huguette P. MEVS et Youri MEVS et la dame Huguette MEVS;*

« *4- Arielle Salimbene MEVS, née le 24 octobre 1978, à Port-au-Prince, âgée de 36 ans, entrepreneure, demeurant et domiciliée au No. 99, Route de Montagne Noire, Pétion-Ville, inculpée de faux, d'usage de faux, d'association de malfaiteurs et d'abus de biens sociaux au préjudice de YM HOLDINGS INC représenté par Huguette P. MEVS et Youri MEVS et la dame Huguette MEVS;*

« *5- Coralie MEVS, née le 08 mars 1986, à Port-au-Prince, âgée de 28 ans, entrepreneure, demeurant et domiciliée au No. 38, Rue Armand Holly, Pacot, Port-au-Prince, inculpée de faux, d'usage de faux, d'association de malfaiteurs et d'abus de biens sociaux au préjudice de YM HOLDINGS INC représenté par Huguette P. MEVS et Youri MEVS et la dame Huguette MEVS* ».

L'instruction du juge Édumé continue

« *Vu les pièces du dossier de la Procédure Inventaire pour le dossier enregistre au numéro : 717/14*
Le procès verbal dresse par le juge de paix de Port-au-Prince de la Section Est en date du 09 décembre 2013 (10 p)
« *2. Le Moniteur du jeudi 08 avril 1993, 148 6ne armee No. 28. copie (07 p)*
« *3. Photocopie conforme à l'original visée par Me. Jean Henry Céant de la réunion du Conseil d'administration de la société Terminal Varreux tenue le 21 janvier 1998 (02 p)*
« *4. Copie de la réunion du Conseil d'administration de la société Terminal Varreux tenue le 29 octobre 2001 (02 p)*
« *5. Copie de la réunion du Conseil d'administration de la société Terminal Varreux tenue le 05 février 2007 (02 p)*
« *6. Registre des actionnaires de la société PARAGON du 30 septembre 2010 (01 p)*
« *7. Actionnaires de la société YM Holding : Youri Mevs et Huguette Mevs (01 p)*
« 8. *Plainte pour faux et usage de faux, association de malfaiteurs et abus de biens de sociaux*
« *9. Présent inventaire*
« *Inventaire pour le supplément 718/1**
1. Le procès-verbal dressé par le juge de paix de Port-au-Prince, Section Est en date du 09 décembre 2013 (10 p)
« *2. Le Moniteur du lundi 14 février 1994, 149 er'' armee, No. 13 (08 p)*
« *3. Copie d'un contrat de rétrocession d'actions d'Harold Élie à Mme Huguette Mevs du 07 décembre 1993 (01 p)*
« *4. Photocopie conforme à l'original visépar Me. Jean Henry Céant de la réunion du Conseil d'administration de la société WINECO (West Indies Energy Co.) tenue le 04 juin 2001 (02 p)*
« *5. Photocopie conforme à l'original visée par Me. Jean Henry Céant de la réunion du Conseil d'administration de la société WINECO (West Indies Energy Co.) tenue le 24 avril 2001 (02 p)*
« *6. Plainte pour faux et usage de faux, association de malfaiteurs et abus de biens sociaux en date du 24 mars 2014 (02 p)*
« *7. Le présent inventaire.*
« *Inventaire pour le supplément 719/14*
« *1. Le procès verbal dressé par le juge de paix de Port-au-Prince, Section Est en date du 09 décembre 2013 (10 p)*
« *2. Le Moniteur du jeudi 08 avril 1993, 148ee armee No. 28 copie (17 p)*
« *3. Photocopie conforme à l'original visée par Me. Jean Henry Céant de la réunion du Conseil d'administration de la société Terminal Varreux tenue le 21 janvier 1998 (02 p)*
« *4. Copie de la réunion du Conseil d'administration de la société Terminal Varreux tenue le 29 octobre 2001 (02 p)*
« *5. Copie de la réunion du Conseil d'administration de la société Terminal Varreux tenue le 05 fevrier 2007 (02 p)*
« *6. Plainte pour faux et usage de faux, association de malfaiteurs et abus de biens sociaux*
« *Présent inventaire.*
« *Inventaire suite : les actes d'instructions.*
« *1- Avis de transport sur les lieux en date du 26 mai 2014 (01 p)*
« *2- Le procès verbal d'audition de la dame Huguette Mevs en date du 28 mai 2014 (05 p)*
« *3- Le procès verbal d'audition de la dame Youri Mevs en date du 20 mai 2014 (06 p)*
« *4- Le procès verbal d'interrogatoire du sieur Fritz Mevs en date du 09 juin 2014 (12 p)*
« *5- Le procès verbal d'interrogatoire du sieur Jean Fritz Bernhard Mevs en date du 09 juin 2014 (09 p)*
« *6- Le procès verbal d'interrogatoire du sieur Gregory Mevs en date du 17 juin 2014 (08 p)*
« *7- Le procès verbal d'interrogatoire de la dame Salimberne Arielle Mevs en date du 01 juillet 2014 (05 p)*
« *8- Le procès verbal d'interrogatoire de Carolie Mevs en date du 01 juillet 2014 (03 p)*
« *9- Le procès verbal d'audition de Patrick Victor en date du 17 juillet 2014 (05 p)*
« *Le procès -verbal d'audition de la dame MargaretteVorbe Mevs en date du 08 juillet 2014 (08 p)*
« *11- Le procès verbal de transport sur les lieux réalisé en date du 28 mai 2014 (05 p)*
« *12- Le procès verbal de confrontation en date du 12 aout 2014 (36 p)*
« *13- Sept lettres d'invitation en date du 24 juillet 2014.*
« *14-Une lettre d'invitation adressée à la dame Youri Mevs en date du 15 mai 2014.*
« 15- *Une lettre d'invitation adressée à la dame Margarette Vorbe Mevs en date du 01 juillet*
« 16- *Une lettre d'invitation adressée au notaire Patrick Victor en date du 14 juillet 2014.*
« *17- Une correspondance adressee au Magistrat Instructeur par le Cabinet Dorce-Vaneus en date du 30 mai 2014.*
« *18- Deux mandats de comparution en date du 29 mai 2014.*
« *19- Supplement de dossier depose par le Cabinet Leblanc. Une correspondance adressee au*
« *Magistrat Instruction en date du 21 mai 2014.*
« *Photocopie certifiee conforme a Poriginal d'une procuration.*
« *21- Copie de la resolution de l'Assemblee generale tenue en date du 17 septembre 2009.*
« *22- Copie d'un exploit signifie a la DGI en date du 26 novembre 2013.*
« *Correspondance adressee par le Cabinet Theard et Associes au Juge d'instruction en date du 07 aout 2014.*
« *24- Une enveloppe jaune contenant une photocopie certifiee conforme a l'original d'une adressee a Me. Patrick Victor en date du 16 mars 2001 par le sieur Fritz Mevs S.R. 2) une photocopie certifiee conforme a l'original du testament du sieur Fritz Mevs en date du 13 janvier 1995. 3) un extrait du greffe du Tribunal de Premiere Instance de Port-au-Prince en date du 23 aout 2012.*
« *Un lot de documents comportant neuf pieces.*
« *Une enveloppe jaune contenant une lettre de couverture du Cabinet Leblanc en date du 19 aout 2014 suivie d'argumentaire ou raisonnement factuel (09 pages) appert trente annexes (48 pages)*
« *Un lot de dossier comprenant trente-six (36) pieces deposees par le Cabinet Dorce Vandus (voir inventaire)*
« *28- Une enveloppe jaune contenant dix (10) pieces versees par le Cabinet Sibylle Theard Mevs (voir inventaire)*
« *29- Lettre de Fritz Mevs adressee a tous en date du 15 decembre 2009.*
« *30- Lettre de Marie MargaretteVorbe Mevs adressee a Manouchka en date du 15 mai 2013.*
« *31- Memo de Fritz Mevs II adresse a M. Fritz Mevs SR en date du 20 octobre 1999. Copie.*
« *32 - Copie d'un cheque de la ScotiaBank de No. 2786154448 emis a l'ordre de Fritz Mevs 2 accusant un montant de cent mille 100.000 dollars americains.*
« *Un lot de dossier du Cabinet Theard et Associes (118 p)*
« *L'Ordonnance de soit-communiqué au Commissaire du gouvernement aux fins de requisitoire definitif.*
« *35- Le requisitoire definitif du Commissaire du gouvemement en date du 11 septembre 2014 (06 p)*
« *36-Un supplement d'information en date du 17 septembre 2014 contenant six (06) voir l'inventaire.*
« *37-La demande de prorogation de delai adressee au Doyen du Tribunal de Premiere Instance de Port-au-Prince en date du 19 septembre 2014.*
« *38- L'ordonnance de soit-communiqué au Commissaire du Gouvemement aux fins de requisitoire suppletif en date du 19 septembre 2014.*
« *39- Le nouveau requisitoire definitif du Commissaire du gouvernement en date du 24 octobre 2014* ».

Dans la prochaine édition sera présenté le réquisitoire définitif du commissaire du gouvernement près le Tribunal de première instance de Port-au-Prince.

La connaissance du dossier Mevs contre Mevs est d'autant plus importante que la plupart des accusés sont l'objet d'une enquête élargie menée conjointement par la Direction générale de la Police judiciaire et des agents de la Drug Enforcement Administration (DEA) dans l'affaire du bateau d'Acra. Plusieurs juristes américains spécialisés dans le droit criminel concernant le trafic de stupéfiants pensent que le cas Mevs conre Mevs sera pris en considération comme « *preuve préliminaire* » pour ce qui a trait à une éventuelle décision des autorités maritimes américaines relative à l'intégrité du Terminal Varreux. Il y va de la survie de ce port. Ces mêmes analystes pensent que si la certification des ces installations portuaires est maintenue, ce sera sous la responsabilité d'autres administrateurs.

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Vers la découverte de nouveaux talents dans le milieu haïtien à l'étranger

Par Rosie Bourget

Quelle initiative solidaire pour soutenir la culture haïtienne au-delà des frontières, qui est en train de passer par-devant nous comme une lettre à la poste. En vue de stimuler l'appétit du grand public et de l'inciter à apprécier l'art haïtien à sa juste valeur, l'association BlayiKiltirèl Night et Kasa Chanpèt Restaurant and Lounge ont conçu un partenariat pour œuvrer ensemble et encadrer les artistes haïtiens, particulièrement ceux qui viennent tout juste de

Rosie Bourget.

se lancer dans le domaine.Aussi, pour promouvoir le patrimoine artistique haïtien en terre étrangère. Voilà un travail qui devrait s'effectuer par les ministères de la Culture et des Haïtiens Vivant à l'étranger (MHAVE). Nul besoin d'être sénateur de la république, encore moins frvoter une loi pour faire cette proposition; difficile pourtant de mettre en application considérant la tendance de nos dirigeants, qui ne s'intéressent qu'à leur poche, qui n'accordent aucune importance aux choses sérieuses qui pourraient redorer le blason d'Haïti, qui fut un temps la « Perle des Antilles ».

Beaucoup de gens pensent que l'Haïtien n'a rien de concret à offrir à l'humanité. Pourtant, en plus de leur talent habituel, de nombreux fils et files d'Haïti possèdent un talent caché. Dans le but d'espérer découvrir des perles rares qui pourront, qui sait peut-être, intégrer le marché artistique à l'échelle internationale et à long terme, « BlayiKiltirèl Night » a mis à l'épreuve l'étoffe de nos jeunes artistes.

En effet, le dimanche 15 mars 2015, s'est tenu à KasaChanpèt le lancement officiel de BlayiKiltirèl Night. Près d'une douzaine d'artistes et de personnalités importantes ont été présents, dont : Jean Mapou, Dr. Ernst Mirville, Karl Fontaine, Kiki Wainwright, les élèves de Miramar High School, Jean-Michel Saint-Victor, du groupe musical Skashah, Chelsey Anselme, Joé Charles, Gérald Sidney et tant d'autres ont pris part à ce grand événement.

Cette cérémonie a été également l'occasion pour les dirigeants de cette association de mettre en valeur la culture haïtienne dans son ensemble. L'un des fondateurs de Blayi Kiltirèl Night, Yvon Édouard, professeur de français au niveau secondaire à Broward County Public Schools, se donne pour mission, sans porter préjudice,d'intégrer dans la culture haïtienne les étudiants haïtiens vivant en Floride.Une tâche qui s'avère difficile, considérant les modèles imposés à la nouvelle génération, donc un nouveau paradigme de l'éducation est nécessaire. Sur le podium de KasaChanpèt, ils étaient nombreux ces jeunes étudiants de Miramar High School à avoir fait le déplacement pour la grande première de BlayiKiltirèl Night. Des cadets aux séniors, en passant par les juniors, toutes les catégories étaient biens présents, et qui ont chaleureusement applaudies par le public.

Par le biais de leur enseignant, Yvon Édouard, ces jeunes étudiants ont l'opportunité de rassembler les éléments de leur parcours d'éducation culturelle qu'ils souhaiteraient mettre en évidence. Ils ont également la possibilité d'y intégrer ce qui est réalisé en dehors de l'école, augmentant ainsi leurs compétences extra scolaires. Cette cérémonie, qui avait pour objectif principal d'introduire officiellement les artistes haïtiensde différentes catégories qui brillent dans l'ombre, a été également l'occasion pour Jean Mapou de présenter une courte conférence sur la langue créole et son origine.

Selon des informations relayées par Yvon Édouard, lors d'une entrevue accordée à la rubrique « Développement Personnel », BlayiKiltirèl Night a pour objectif de permettre à un public divers de découvrir les œuvres des auteurs et artistes haïtiens à l'échelle internationale. Son ambition consiste à attirer l'attention des Haïtiens de toutes tendances sur la nécessité de revaloriser notre culture en voie de disparition. BlayiKiltirèl Night se donne également pour mission de redresser l'image d'Haïti, de promouvoir l'art et la littérature haïtienne à l'étranger; d'ouvrir la voie à d'autres initiatives de ce genre qui visent à sensibiliser sur la nécessité de rehausser les activités culturelles haïtiennes.

La culture d'un peuple vivant à l'étranger l'aide à se faire mieux comprendre et accepter par d'autres communautés. Yvon Édouard croit que c'est le moment idéal de vendre à l'extérieur une nouvelle image des artistes haïtien et faire valoir leurs potentiels dans plusieurs domaines tels : la poésie, l'art dramatique, shows de troubadour, foire artisanale, exposition de livres/séances de signatures, de disques compacts, projection de films, conférence-débat sur la langue créole.

BlayiKiltirèlNight est appelée à jouer le rôle de médiateur dans un processus de valorisation de la culture haïtienne. Une association qui veut promouvoir la culture doit nécessairement avoir un local approprié où doivent se dérouler les différentes activités que forme cette culture. De plus, comme dit le proverbe, « *On ne peut attendre beaucoup du plus grand génie des fermiers à qui on a fourni des semences, s'il n'a ni terre ni outil* ». Pour l'heure, c'est KasaChanpèt qui œuvre pour cette même cause noble, et qui est le seul partenaire de BlayiKiltirèl Night. Espérons qu'à l'avenir ces activités soient sponsorisées par les ministères de la Culture, du Touriste et des Haïtiens vivant à l'étranger. Nous encourageons les instances concernées à encadrer BlayiKiltirèl Night en mettant à sa disposition des moyens pour l'avancement de la culture haïtienne, trop longtemps négligée. Permettre aux écrivains et artistes de se faire connaître à l'autre bout du monde est une idée géniale au départ. Pour une association à but non lucratif, qui n'a aucune source de revenue, son initiative est non seulement à louer, mais aussi à applaudir des deux mains et à signaler.

Une deuxième présentation a eu lieu au même endroit, le 26 avril. On comptait parmi les artistes-partenaires de l'événement des grands noms comme Kiki Wainwright, Ernst Registre, Didi Crève-cœur, Jo Anselme et Maude Heurtelou (auteure). Étaient en scène, les « stars en herbe » Devonia Campbell, Autum Williams, Danny Chéry de Miramar High School. Un groupe de danse Rasin Lakay comprenant des jeunes filles très talentueuses a aussi pris part.

Le conseil d'administration de BlayiKiltièl Night, qui comprend Florence Éveillard, Luce Lohier, Gerald Sidney, Camy Saint-Juste et Yvon Edouard, part à la pêche aux talents cachés dans un tiroir. Ainsi, le comité administratif s'organise-t-il comme il peut en vue der la promotion de notre patrimoine artistique. Il veut qu'on parle des artistes haïtiens et de leurs œuvres à grande échelle. C'est là que son rôle de médiateur entre en jeu lorsqu'on réside à l'étranger.

Ce genre de liaison entre les artistes et la communauté haïtienne floridienne est enrichissant pour la survie d'une association culturelle autant que pour les artistes et écrivains haïtiens, car une séance de signatures de livres a été organisée par BlayiKiltirèl Night en l'honneur de l'auteure, la poétesse, l'écrivaine Rosie Bourget. Puisque, pour elle, écrire est devenue une passion, pendant cette séance de dédicaces, elle n'entretenait pas l'illusion qu'on ferait la queue devant sa table, ou pour la rencontrer, voire de vendre des tonnes de copies. Chose sûre, plusieurs exemplairies de ses trois ouvrages ont été vendues, y compris *Istwa Kreyòl* à saveur humoristique.

Tout lecteur veut entendre les écrivains s'exprimer à propos de leurs œuvres. Si quelqu'un prend la peine de s'arrêter et de vous parler au cours d'une séance de signatures, cette personne doit être une passionnée de littérature. Et si elle achète votre œuvre, elle va probablement en parler à ses amis. Alors, interprétez ce geste comme un signe d'appréciation. C'est bien d'être excité pour ce genre de chose, car signer des livres et rencontrer ses lecteurs, cela fait partie du plaisir du métier. Rien n'est plus important pour un auteur que de pouvoir échanger des idées autour de son œuvre. Quel que soit l'endroit, dans les librairies, les restaurants ou les salons de livres, lors des séances de dédicaces, l'auteur garde toujours le souvenir de belles rencontres.

Quel avenir pour une association culturelle à but non lucratif ?

Beaucoup d'associations à caractère culturel ont échoué dès le départ dans leur tentative de lancement des activités culturelles. Aussi, bon nombre d'artistes ont abandonné dans leur tentative de faire un nom, mais d'autres n'ont jamais lâché prise. Afin d'atteindre son objectif, il y a des contraintes techniques à prendre en compte. On va devoir mettre à la disposition de BlayiKiltirel Night tous les outils nécessaires et de différentes logistiques indispensables.Ainsi, l'association souhaite compter parmi ses sponsors, les ministères haïtiens de la Culture, du Tourisme et des Haïtiens vivant à l'étranger (MHAVE) pour faire la liaison, car bien que nées et élevées aux États-Unis, des icônes comme Devonia Campbell, Danny Chéry, méritent d'être reconnues et invitées formellement par ces instances gouvernementales (tous frais compris) pour une performance en Haïti, la terre natale de leurs parents. Aucun prétexte ne sera accepté parce que c'est le rôle du ministre des Haïtiens vivant à l'étranger (MHAVE). Sinon, il revient à l'auteure de cet article de lui poser la question : En quoi consiste son travail ? Collectionner des chèques ? Faire un nom dans le but d'embellir son CV ? « *Le MHAVE est un organe d'information, de liaison, d'orientation, de facilitation, d'intégration et de coordination des actions de la Diaspora et d'Haïti* », lit-on pour vous sur la page Facebook de ce dit ministère. Une déclaration qui reste à prouver. Car il ne suffit pas d'écrire de beaux discours comme tranquillisants pour endormir les esprits, il faut les appliquer pour le bien-être de la diaspora haïtienne.

Et l'invitation est lancée

Vous menez une vie sédentaire ? Outre votre demeure, il ne vous reste plus d'autres lieux de divertissement ? BlayiKiltirèl Night vous donne rendez-vous chaque troisième dimanche du mois pour un événement de taille, et ceci sans frais. Venez apprécier les saveurs d'Haïti, rencontrer de nouveaux artistes. Venez chasser vos ennuis, découvrir de nouveaux talents et leurs potentiels artistiques, retrouver la chaleur et la convivialité que procure cet événement culturel mensuel au cœur de votre communauté.

En marquant votre chaude présence aux spectacles de BlayiKiltirèl Nightà chaque fois que l'occasion se présente, vous participez activement au soutien de la culture haïtienne et à la promotion des nouveaux artistes qui veulent se faire connaitre. À ne pas oublier que BlayiKiltirèl Night est une association à but non lucratif, dont l'objectif principal est de promouvoir la culture haïtienne dans toute sa diversité. Tous les membres du conseil d'administration sont des bénévoles, y compris les artistes qui ont donné leur précieux temps sans rien attendre en retour. Si vous êtes artistes, ou si vous êtes intéressés à prendre part à ce genre d'activités culturelles, n'hésitez pas à contacter l'association : blayikiltirel@gmail.com. Fière chandelle et succès continue à BlayiKiltirèl Night !

r_bourget@yahoo.com
MTS (Maitrise en Travail Social)

1 bdrm & studio apts for Rent
Located in Upper Darby, PA 19082
Utilities included (not electric)

Call: 610-352-5975 lve msg or
610-342-5914

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Flash ! Flash ! Dernière Heure.
Mesye Gason yo, Men yon
Bon Nouvèl, Nou Pote pou ou !
* Ou menm kap fè **bèk atè**, (**Ki pèdi bann Ou**),
paske w fè Maladi sa yo: **Sik, Tansyon, Pwostat, Etc.**
* Ou menm yo mepwize nan kabann,
paske w paka founi kalite.
* Lè -w wè madanm oubyen ti boubout la aksepte w
jan w ye, se pa renmen ke l renmen w konsa,
men li oblije reziyen l. **Men, soufrans pa dous...**
Nan kabann, se pa kesyon **Frè ak Sè,**
men fok travay la akonpli fèt-e-founi.
Eben ! Mizè w fini ti papa, gras ak yon nouvo metod e grenn (Tablets) ke nou pote pou sa vin djanm. Tonto breno pral travay korèkteman. Eseye l, wa ban-n nouvèl nèt al kole.
Waw ! Gen yon ti diplis wi. Aprè yon lane, bagay la, ap pran 5 pous nan longè ak lajè.
Plase komand ou san pèdi tan nan:
Mande pou **Cham SALOMON** @ (347) 933-9873
E-mail: cbseafbk@yahoo.com
P.S.-Nou pa pran chèk pèsonèl. Money Order Only.
Pa bliye, Pwodui nou yo 100% garanti.

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 5

Esclavage : De la repentance à la réparation

Par Yves Saint-Gérard

En digne descendant d'esclave, bon nombre de Noirs se montrent très intéressés par la problématique de l'esclavage et de la traite des Noirs. Certains d'entre eux exagèrent leur demande de repentance et proposent une réparation caricaturale des victimes de l'esclavage.

Certains descendants des anciens colonisateurs minimisent et banalisent l'esclavage au nom des bienfaits de la colonisation : construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes, d'usines... comme si ces accessoires avaient fondamentalement changé les conditions de vie des autochtones, lesquels sont pourtant toujours confrontés au mal-développement tant physique que psychiques.

D'une manière ou d'une autre, les hommes politiques et organisations s'enkystent dans une sorte de schizophrénie ambiante alimentée par des discours de droit de l'homme à géométrie variable.

Et, on oublie trop souvent l'essentiel, car « *l'esclavage est la condition d'un individu privé de sa liberté, qui devient la propriété, exploitable et négociable comme un bien matériel, d'une autre personne* ».

On oublie aussi que cet « ***esclavage** est, avant tout, un système socio-économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme* ».

On oublie ou néglige le fait, qu'en Haïti comme ailleurs en Amérique, l'esclavage s'était, dans un premier temps, soldé par le *génocide des populations autochtones*.

L'esclavage en Haïti ne devrait pas poser un problème spécifique de repentance dès l'instant qu'il est admis comme un crime contre l'humanité. N'empêche qu'elle s'est déroulée avec la bonne conscience de ceux qui se justifient en laissant croire qu'ils avaient voulu « *civiliser les sauvages esclaves* ». La christianisation des esclaves y aidant, le système esclavagiste a déshumanisé l'homme, car l'esclavage *ne fonctionne que sous la contrainte et par la violence*.

La contradiction est de taille, mais la religion étant l'opium du peuple, le père Las Casas sera présenté comme le « *protecteur des Indiens* », parce qu'il a proposé la traite des Noirs : il comptait sauver du génocide les Indiens d'Haïti en les remplaçant par les Noirs déportés d'Afrique noire.

D'une période à l'autre, les *mythes inégalitaires* suintent du système esclavagiste puisque les Indiens, trop frileux pour faire face à la rudesse des travaux des mines; les Noirs, plus résistants à la souffrance et au dur labeur, feraient bien l'affaire.

Les colons de l'époque donneront libre cours à leurs fantasmes en s'imposant sexuellement aux Négresses, une source de plaisir charnel qu'une Européenne serait incapable de leur offrir. Il fallait se méfier de ces esclaves noirs au « *sexe marteau pilon* », potentiels violeurs des Blanches. Une sexualité mythifiée est née et elle a traversé le temps et persiste aujourd'hui encore.

Certains restent figés dans les approches aberrantes de l'inégalité raciale. Chacun semble avoir son idée préconçue et, en Haïti, l'unité nationale s'est détruite au profit d'artificielles nuances épidermiques de gens qui ont cultivé les vestiges du système colonial. L'indépendance nationale haïtienne n'a pas été capable de légitimer tous les fils d'Haïti.

Haïti est un exemple historique qui mérite une attention particulière quand on sait que l'esclavage a conduit, étape par étape, au génocide intégral de la population autochtone; avec le temps, des périodes de révolte ont conduit à l'abolition de l'esclavage. La phase finale de la guerre de l'Indépendance a fait d'Haïti une République indépendante qui, deux siècles plus tard, constitue une autocolonie « *réussie* » avec des élites (du savoir et/ou de l'avoir, tout épiderme confondu) enfermées dans leurs mythes, des domestiques auxquels on impose un servage inhumains, des masses populaires condamnées à une misère physique et psychique inacceptable.

En fait, tout se passe comme si l'esclavage à réparer ne concernait que les Noirs enlevés d'Afrique par les esclavagistes d'Europe avec la complicité d'autres Africains. Dès lors, nous contestons toutes les « *démarches prétendument réparatrices* » qui feignent d'ignorer le génocide indien.

Nous partageons l'approche de François Hollande quand il pense que *la* « *seule dette qui doit être réglée* » *aux descendants d'esclaves est de* « *faire avancer l'humanité* ».

Certes le *Conseil représentatif des Associations noires de France* (CRAN) demande réparation au nom des victimes de l'esclavage et de la traite négrière, mais, juridiquement, on peut se demander à qui reviendrait cette réparation financière ?

À ce propos, Louis-Georges Tin du CRAN rappelle : « *Après son indépendance, Haïti a été menacé par la France et a dû payer des réparations à l'envers pour indemniser les anciens propriétaires d'esclaves qui s'estimaient lésés par l'abolition* ». En fait, la réalité est bien plus complexe que cette interprétation mal documentée.

Il s'agissait à l'origine d' « *indemnité de reconnaissance de l'indépendance haïtienne* ». On sous estime le fait que le roi Christophe (Royaume du Nord) avait fait fusiller les membres de la délégation française alors que le président Geffrard (République de l'Ouest) avait directement négocié la dette ! Les avis peuvent être partagés, mais personne ne peut négliger certains faits devenus incontestables.

La révolution haïtienne se proposait de légitimer tous les Haïtiens, mais, au lendemain des grandes victoires, les Mulâtres (dont les pères sont des anciens colons français) et quelques généraux noirs avaient fait main mise sur tout ce qui restait de la colonisation. Le jeu politique de l'époque était si cynique que les nouveaux dirigeants avaient aussi proclamé le massacre de Français en 1805. D'une région à l'autre, les nouveaux maîtres ont imposé des conditions de vie révoltants au reste de la population.

Pour terminer, nous rappelons brièvement le fait qu'à l'occupation américaine, les marines avaient embarqué tout l'argent liquide de la Banque nationale et les gouvernements haïtiens ont été pour la plupart formés de gens qui ont dilapidé les caisses.

Les Haïtiens doivent enfin oser tourner le dos à cet arbitraire socioculturel pour enfin œuvrer pour cette fraternelle égalité des chances.

Créole Plate Inc.

Take Out & Catering

We serve
a
delightful array of dishes for
Breakfast, Lunch and Dinner

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

NOU PALE LANG OU PALE A!

Ou gen dwa pou jwenn sèvis dokiman ki tradui ak entèpretasyon nan lang ou pale a osijè edikasyon pitit ou. Rele nou nan 718-935-2013 si yo pa ede w an Kreyòl nan lekòl pitit ou a oswa nan nenpòt lòt biwo Depatman Edikasyon.

W ap jwenn enfòmasyon sou Depatman Edikasyon an Kreyòl nan schools.nyc.gov/haitiancreole.

NYC Department of Education
Translation & Interpretation Unit

BOARD OF EDUCATION RETIREMENT SYSTEM

Job Title: Executive Director of the Board of Education Retirement System
Salary: $188,000 Plus liberal fringe benefits

New York City Board of Education Retirement System

The New York City Board of Education Retirement System (BERS) is seeking to hire an experienced, highly qualified, talented individual to serve as the Executive Director of the system. This executive level position reports to a sixteen member Board of Trustees.

BERS is a multi-tier, multi-employer, public pension plan with assets in excess of $5 billion dollars. In addition to the qualified public pension plan, BERS also administers two tax deferred annuity programs and a Group Life Insurance Plan.

The Executive Director coordinates and supervises all functions of the retirement system, including general administration, actuarial procedures, implementation of applicable laws, accounting procedures, regulations on investment policies, methods of funding and all other activities pertaining to the retirement system.

MINIMUM SELECTION CRITERIA

1. A baccalaureate degree from an accredited college and four (4) years of progressively responsible experience in the administration of an employees' retirement system of which one (1) year must have been in a responsible managerial or executive capacity; or
2. A satisfactory equivalent combination of education and experience. However, all candidates must have high school graduation or evidence of having passed an examination for a high school equivalency diploma and must possess at least one (1) Year of experience in a responsible managerial or executive capacity.

PREFERRED CRITERIA

1. Public Pension experience or Financial Management experience in a major fiscal institution with a sizable clientele with sizable assets.
2. Advanced education credentials, MSc, MBA, CFA, BA, BSc, etc.

APPLICATION

For consideration, please submit resume and cover letter by the close of business no later than April 23, 2015 to:

New York City Board of Education Retirement System
Re: Executive Director of the Board of Education Retirement System
65 Court Street, Room 1602E
Brooklyn, New York 11201

Attention: Mr. Noro Healy
Director of Administration, Personnel and Security

AN AFFIRMATIVE ACTION/EQUAL OPPORTUNITY EMPLOYER

It is the policy of the Board of Education Retirement System of the City of New York to provide employment opportunities without regard to race, color, religion, creed, national origin, alienage and citizenship status, age, marital status, disability, prior record of arrest or conviction (except as provided by law), sexual orientation, gender (sex), and to maintain an environment free of discriminatory harassment, including sexual harassment, or retaliation as required by civil rights law. Inquiries regarding compliance with this equal opportunity policy may be directed to: Board of Education Retirement System, 65 Court Street, Room 1602, Brooklyn, New York 11201, or visit the BERS website at "www.nycbers.org"

Kreyòl

VERITE SOU TANBOU :

Pèp ayisyen konnen, li wè, li pale verite

Lavalas kriye byen fò : Delij nan degon yo; Advèsè yo reponn : Pa ka parèt la...

Bwouklin, Nouyòk — Semenn sa yo ap toujou chaje ak enfòmasyon, paske yo konsakre pou enskripsyon tout kandida, kit li lòbèy, bòkyè, degoutan e moun serye, tout tonbe nan menm panyen an pou yo al toke kòn yo pou yon rezilta definitif nan eleksyon 2015 la.

Se pa ni jodi a, ni ayè peyi sa a te bezwen absent sa a pou pase vant fè mal la ki te anpeche l respire pou yon bon soulajman. Anbisyon pouvwa pote anpil Nèg ak ti Nègès nan tèt e yo konprann tou se yon okazyon ki kapab monte yo e jete yo tou, si pèp la konnen byen sa l vle.

Pèp ayisyen deja pran nòt nan fason pou l chwazi, paske gen yon pakèt kandida nan eleksyon sa a ke plas yo pa la a, paske yo reyèlman pa kalifye. Pou administre yon peyi se pa paske lakay ou dirije yon gwoup pou w konprann ou kapab pran responsabilite pou dirije yon pèp. Nòmalman, se pa fòt pèp la, se Konstitisyon 1987 bouyi-vide yo pote ba li a ki fè yo pa ka gouvènen peyi a. Gen anpil nan kandida tout nivo yo ki reyèlman pa gen anyen y ap pote. Se ranplisay yo tout ye, yon jan pou yo souse yon zo. Se nan sikonstans sa a ke anpil sitwayen onèt ki toujou renmen bèl bagay pou peyi Dayiti mande avèk tout fòs yo, pou Konstitisyon sa a refèt, depi nan tèt pou rive nan zòtèy. Li definitivman pa fouti kanpe pou l soutni kò l jan sa ta ye.

Nou pa gen dwa janm bliye yon revi nan dyaspora a, se li-menm an premye ki te lonje dwèt sou konstitisyon sa a ke l te kalifye tankou yon « *mayi moulen mal kwit e mal dijere* ». Mesye sa yo te wè lwen lè Nèg gòch yo t ap banbile pou kopye konstitisyon peyi Ewòp yo pou vin blayi nan peyi a, ki, jodi a, tounen yon mal pou peyi sa a.

Tout moun konnen trè byen se Konstitisyon sa a ki mennen tout vagabon yo k ap banbile nan regle zafè yo olye yo panche sou devlopman peyi a.

Tout bagay yo se tèt cho san yo pa menm balanse pou yo konprann konsekans ki kapab defini ke nan pou gen byen ak mal e mnnm jan an pou kont la ki kapab itilize menm jan an tou.

Yon pakèt kandida parèt tou cho, tou bouke e yo tout ofri tèt yo kòm bon doktè ki gen bon jan medikaman pou malad la. Poutan, anpil nan yo k ap pale koze kredi pa konnen ki kote nen yo ye, paske se swa yo se panzouyis oubyen moun ki sou mank pou yo sote antre nan klinik la pou yo vin ranpli makouti yo. Alò, tout moun deja konnen nan ki sèk visye n ap viv e menm opere.

Kidonk, se pou votè yo ki pral deside konnen byen pou ki moun pou yo vote, paske gen yon bann koken sans preparasyon ki ranje kò yo pou yo vin fè dezòd. Se nan sikonstans sa a pou yon bon politisyen fè yon travay ekstraòdinè nan montre votè yo ki jan pou yo vote.

Ayisyen, louvri je w byen kale pou w pa pran nan fo mamit ankò. Gen yon bann ganstè k ap pare pou simen latwoublay. Se pran anpil prekosyon. Ou deja konnen sa anpil kandida te pote pou peyi a ki reyèlman te anpil krab malzòrèy. Moman an rive pou n divòse avèk moun sa yo ki se manm initil nan sosyete a. Depi nou tande non moun sa yo ak pati politik yo reprezante, se jete w pou vote pou moun ki te pwouve pase l nan domèn sosyal, politik, relije e kiltirèl. Tout moun ki, pou yon rezon ou pou yon lòt, t ap destabilize peyi a oubyen t ap fè dezòd, pa gen plas yo nan gouvènman k ap vin monte a.

Nou gen yon ekzanp vivan devan je nou kote 49yèm Lejislati a pa renmèt anyen serye, paske se yon pakèt vagabon ki te anndan palman an, daprè sa anpil obsèvatè rapòte byen avan 12 janvye 2015 e menm aprè sa.

Medyokrite se sa nou vle kiltive, paske nou refize ini nou pou nou rive swiv demach zansèt nou yo ke nou trayi nan tout sans.

Nou oblije kanpe pou n penmèt lòt yo pale tou, paske se linyon ki toujou pote fòs la.

Viv Peyi Dayiti ! Viv Kompatriyòt konsekan yo !

Silvyo : M ap salye nou tout ki vini aswè a pou n brase lide san derapaj e san rantre nan vi prive lòt. Nou chak ki la a dwe gen respè youn pou lòt, paske se leson ak sajès ke zansèt nou yo te kite pou nou. An nou mande Granmèt la pwoteksyon e lanmou nan kè n pou n sa rive konprann ke nou tout se frè ak sè e non pa lenni achane. Nou konnen sa nou vle e k ap bon pou nou tou. Nou pa dwe gaye, men nou dwe ini chak jou, defason pou pwoblèm pa rete nan sen nou. Pa gen youn nan nou la a ki rayi yon lòt, paske nou konnen enpòtans lavi. Si nou te gen malediksyon nan kè nou se pa la a pou n ta vin chita, men nou t ap chache wout kote mechan yo etabli pou simen panik. Nou reyini pou youn tande lòt e reponn nan fason nou konprann pou yon klarifikasyon. Jan mèt yon Lavalas dane e Sovè, yon opozan fawouch, pa ta janm renmen mal pou frè l ak sè l. Li mèt fache pou mouri nan koze kredi ki reyèlman pa janm al sou kaye pa ta renmen wè pèsonn disparèt. Piske nou konn règ jwèt la ki se respè avan tout bagay, nou pra l mete granmoun sou nou pou n pale e fè bon remak k ap itil tout moun.

Nou nan yon peyòd eleksyon kote anpil kandida soti pou yo fè kenken e donnen tankou djondjon, nou pral asiste yo nan dewoulman jwèt la pou jous sa kaba. Sepandan, nou ta renmen pou nou chak rele fanmi nou pou n mande fanmi ak zanmi pou yo vote pou moun k ap fè diferans e pou moun ki pwouve li se yon moun ki kapab ede e fè bagay yo mache. Nou wè ke tout lamayòt deyò pou banbòch la. Mizik pral layite kò l pou bon yayad Anjèl ak Rafayèl pote pri ki revyen a yo menm. Nou vle rete sou zafè eleksyon pandan n ap kritike ou apiye moun yo nou ta renmen vin otorite nan peyi a. Si nou tout pare pou toke kòn nou jan sa dwe ye nan sikonstans sa a, kounye a jwèt pou ou nan fason sa a.

Jozafa : Mwen rele Jozafa e m salye nou tout lavalseman, paske lidè a ap travay pou pote koreksyon aprè 15 an mizè, soufrans, radòt ak anpil tenten ki reyèlman pase nan peyi. Pa gen yon lidè tankou Jan- Bètran Aristid ki se yon moun serye, ki pa janm trayi peyi a nan okenn sans. Nou gen pou n reprann pouvwa a.

Sara : Misye Silvyo, ou pa vle nou di anyen ki nòmalman pa sa, men lè yon moun ap pale koze tafya, fòk nou mande pou l bwè jan l kapab pandan l ap respekte vè l. Nou tande misye Jozafa nan koze 2 grenn gòch li yo ki chaje ak manti pou l fè ti moun dodo. Se nan sans sa a, nou kapab di :

« *Dodo, ti pitit manman*
Dodo, ti pitit papa
Si w pa dodo djab la ap manje w
Dodo, titit, krab nan kalalou… »

Kantav : Oubyen kòmanse, sè mwen, pou n fè moun konprann nou pa enbesil ni bouki. Ou mèt kontinye mete aksan sou pwen yo.

Sara : Se pou Jozafa konprann byen nou pa timoun e nou gen kapasite pou n tande e fè pwen tou. Dayè, nan mwa dawou 1994 ki moun ki t al pran 21 kout kanno nan Pentagonn pou l te mande ansyen prezidan ameriken Bill Klintonn pou l te voye l retounen ? Se pa t Jozafa ni Kantav. Sete byen pwofèt malè a, Jan- Bètran Aristid ki trayi pèp la e Ayiti tou nan mande pou l te retounen.

Kantav : Lè sa a, 19 septanm 1994, plis ke 22 mil sòlda ameriken anvayi peyi a nan maten vè 8 : 53. Pa gen moun k ap vin fè nou bliye kòm si nou se entatad nou p ap sonje.

Sara : Gade, Jozafa, pinga janm fè erè sa a ankò. Sòlda ameriken yo imilye militè nou yo e yo te pase 6 mwa nan peyi a avan twoup LONI te vin ranplase yo pou rive nan MINISTA aprè yo chanje non chak fwa gen yon pwolongasyon.

Jozafa : Nan ki diksyonè ou jwenn sa w ap di la a ? Wi, nou kapab fè difamasyon e montre moun ke n konnen. Se vrèman moun k ap pale koze fatra, koze poubèl. Mwen t ap tann ou nan kafou tenten an.

Sara : Kafou tenten. Mwen kwè se ou menm k ap di tenten, paske nou kore tout sa n di yo ak prèv ak dat. Se sou mwens ke yon mwa, osnon 15 oktòb 1994 ke misye Aristid te tounen nan peyi a nan yon kalòj pijon pou l t ap fè elòj sòlda ameriken yo. Wa va sonje li te di li te fè yon ti dezòd. Lè va gen bon moun nan chanm nan pou trennen e poze bon kesyon sou trayizon, na va konprann tout bon ke Aristid se yon trèt. Atansyon, mwen gen kont dwa mwen pou m nonmen nenpòt moun piblik la kòm referans. Èske se pa vre, frè m Jozafa ?

Kantav : Li pa vle reponn, paske w kore la. Misye pa gen kran ase pou l reponn, paske nou gen agiman pou yo tout nan domèn sa a. Menm si vye Konstitisyon an plen tenten ladann, Aristid mande Ameriken pou anvayi peyi nou. M'sye merite pou yo anvayi l anndan Taba pou l repon jij natirèl li. Se pou moun ki gen kran, sètadi ki gen agiman ki kapab kochon sa nou di la yo pran lapawòl.

Solon : Mwen rele Solon e tout moun kapab byen rekonèt mwen, paske m se yon lòm dipèp. Kantav ak Sara byen fè pwen yo. Jozafa rantre twò acheval ki touye li. Aristid konmèt anpil gaf. Se li ki plonje peyi a nan malpwòpte sa a, apre 7 fevriye 1986. Zengledo, zenglenda, ratpakaka, chimè, granmanjè ak kidnapè anvayi peyi a. Timoun 12 a 14 zan pote zam fannfwa pou teworize pèp la nan tout move zak. Aristid se yon kansè pou peyi a. Mwen menm Solon ap di piblikman ke touttotan Aristid rete nan peyi a, pa gen okenn avans k ap fèt. Se li ki mete peyi a nan ka sa a.

Jozafa : Se sa sèlman ou gen pou w di. Si w vle kontinye pale, ou mèt kontinye, paske ou pa janm di anyen pou konvenk pèsonn. Ou wè gen moun nan peyi a ki kapab fè yon travay ekstraòdinè pou pèp la ke lidè karismatik la ki se pè Aristid.

Sara : Jozafa pa gen sibstans. Nou pa bezwen pèdi tan nou ki si presye a p pale avèk li. Nou vin la a pou aprann e non pa pou nou tande charabya ki p ap janm pote anyen. Aristid te yon lidè vrèman, yon tan. Men li pèdi tout prestij li nan manti. Li responsab anpil moun ki te kapab pèdi lajan yo nan mouvman kooperativ. Menm Jak Ketan, ki te konn pote l, li te trayi misye. Alò, ki sa ledè sa a gen nan li menm. Mwen byen di ledè e non pa lidè. Pèp la pran konsyans e li ranmase karaktè l pou l aji.

Selya : Nou dwe gen respè pou yon sitwayten e se sa m'sye Silvyo te mande nou. Aristid komèt anpil erè nan tèt di li, tankou anpil lòt vagabon tou. Mwen pa rekonnèt yo pou yon priz tabak. Aristid pa reyalize anyen pou peyi Dayiti. Se rezon sa a ki lakòz ansyen prezidan Bill Klintonn pa gen estim ankò pou li, paske Aristid se yon mantè fini depi l te kandita pou rive 28 fevriye 2004. Se yon moun ki fini e l pa bezwen konprann kandidati l ap pase. Pa gen sa pyès !

Jozafa : Mwen pa konprann sa Selya ap di la a. Se koze tenten, paske pa gen moun ki kapab rankontre apwòch prezidan Aristid. Pa gen moun jodi a ki kapab konbat e bat Pati Lavalas la ki gen fòs pou delivre machandiz la. Se yon delij ki pral fèt nan peyi a, paske Lavalas la pral desann ankò pou reponn a bezwen pèp la.

Rita : Mwen bouke tande bann charabya sa yo ki veritableman pa janm pote anyen serye pou peyi a. Nou pa fouti repoze sou pati sa a ki pat bay anyen, paske ekip la pa t gen yon bon jesyon. Mwen pa fouti konprann rezon ki fè l refize fè moun yo wè ke se pa yon pati ki kapab sove peyi a.

Pedwo : Ayisyen tèlman mechan, tèti e kwè se li ki gen monopòl la, paske l konnen pase tout moun. Mwen kwè moun sa yo se yon pakèt ensanse ki nòmalman pa ta renmen peyi a avanse. Nou chaje avèk yon bann malonnèt k ap aji nan peyi a pou retire moun k ap travay pou yon devlopman dirab. Se yon makòn fasè e ransè nan tout sans.

Lavalas la pa gen advèsè sou teren an

Remon : Nèg sa yo se yon bann odasye. Sa yo di jodi, se pa sa y ap di demen. Se sa k fè yo toujou dèyè ap pran brimad, paske yo tout pa òganize yo. Bann jalou sa yo ak vòlè pouvwa pou fouye tèt yo pa gen okenn jennman.

Rene : Se medyokrite y ap rekòlte. Mesye yo nou wè la a, pa renmen peyi a vre. Yo tout vin plen makout yo pou yo rete rich, milyonè tankou ti pè a ki te vin ak 2 ran dann l. Jodi a li milyonè nan vòlè Leta ak pèp la. Bondye fè pa gen plas pou yo kòm reyaksyonè e menm teworis.

Kamelit : Nou vin la a pou n brase lide e non pa pou voye monte. Lavalas la enkontounab, paske se li ki fòs la. Depi 11 zan yo tout ban n yon bwa byen long kenbe pou n pa patisipe nan eleksyon yo. Kounye a nou deside rantre anfòs pou n fè yon delij pi mal ke sa Noe te sibi a. N ap reprann pouvwa a e se Lavalas ki towo a.

Jidit : Se sa w panse ? Nan moman sa a pa gen plas pou teworis nan tout sans. Se teworis tout nasyon ap konbat. Nou menm pèp ayisyen ap bonbat tout teworis sou teren an.

Silòt : Ou di yon bagay la a ki reyèlman fè anpil sans, paske nou pa gen plas pou rapyay ankò. Peyi Dayiti sibi anpil sou gouvènman Lavalas la ki te pote malpwòpte sèlman. Nou pa fouti kontinye ap benyen nan dlo santi, kòwonpi ki te rete a. Prezidan Préval te vin konprann sa nan dezyèm tèm li an, li fè Lavalas la kanpe lwen tout bon. Prezidan Mateli ba yo yon ti chans e yo fofile kò yo pou yo fè dezòd, paske se nan sa sèlman yo pi fò.

Jonatan : Nou bay Lavalas ak prezidan Aristid pote tout fado yo, tandis ke li pase 11 zan li pa mele nan okenn zafè politik nan peyi a. Nou pa manke sanwont pou n ap pale de Lavalas ki kanpe fèm malgre tout sa n fè. Mwen kwè ke Lavalasla rete djanm e l ap fè yon rad mare pou reprann pouvwa a san tèt chaje. Tout ti pati ki soti nan Lavalas la gen pou yo retounen kòm ti moun tèti ki te refize tande konsèy papa yo. N ap resevwa yo avèk 2 bra, paske se pa n. Pa gen moun ki kapab chikin nou, paske nou byen plante.

Jozafa : Pale d mwa sa, gason. Nou enkontounab. Kite yo pale koze djèdjè pandan n ap make pwen. N ap pase pran yo tout avèk fòs nou. Nou kapab fè e defè. Se pou nou menm Lavalas kontinye kanpe djanm pou n ba yo leson demokrasi a. N ap reprann pouvwa e Mariz gen pou l prezidan.

Ale nan paj 14

Artistes recherchés

Now is time to organize
Get serious about the business of dancing and acting.

Pour l'expansion de notre culture aux États-Unis, nous recherchons des artistes des deux sexes. Nous avons deux maisons respectivements à Queens, New York et à Tempa, Floride. Si vous désirez devenir une étoile brillante et une vedette charmante, inscrivez-vous dès aujourd'hui pour les cours de danse folklorique, le théâtre et la chorale. Que vous soyez amateur ou professionel, il y a de la place pour vous. Pour vous divertir encore, chaque dernier Vendredi du mois, le Club Xaragwa, une extension d'Anakawona vous attend et vous réserve quel que chose de surprenant à partir de 20 heures.

Anakawona Association, Inc. / Club Xaragwa
2935 Beach Channel Drive, Far Rockaway NY 11691
Tel.: 718-327-7454 813-416-2558
Demandez pour Ti Toutou, Judith Lamardieu et Jacques Dorcé

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Esquisse de solution à l'avalanche diplomatique 2016

Par Dan Albertini

Entre (), Martelly terminera-t-il son mandat sans avoir pensé à honorer Paul Martin, par crainte de représailles diplomatiques et de coopération, de Harper ? Estimera-t-on chez ses conseillers, non sans raison, l'Haïtienne de naissance élevée au rang de GG du Canada siège en conséquence au sommet de la diplomatie internationale de la francophonie. Sinon, elle y serait encore au pupitre de l'incertaine RCI, là où Harper met la hache de l'austérité. Oublier ainsi le geste de Paul Martin est une erreur républicaine ! Car, l'ancien PM canadien avait eu le courage de réagir positivement à nos critiques sur la photo de son passage à l'Orphelinat TIKAMEK. Fermons les ().

Prenons considération la note récupérée en commentaires étendus aux semaines écoulées. Ils ont mis en situation un scénario du passé, c'est un fait. En outre, ils avaient pour but de prévenir un imminent séisme diplomatique en 2016. Adressée en amont au deuxième tour du calendrier 2010, à la candidate Mirlande H. Manigat, la facture est aujourd'hui d'une toute autre *prévention*. Nous savons tous que cette avalanche diplomatique annoncée ne sera bénéfique au pays, si ce n'est qu'à un petit nombre d'individus. *Avare de pouvoir dans les traditions, rajoutera-t-on.* Je réitère, 1804 ne doit être ainsi mis à risque.

Prenons le temps d'observer la marée montante d'un littoral diplomatique pervers, car il n'y a rien de profond dans la réalité. Elle nous ramène déjà des scories. Cardinal Chibly Langlois ! Une amnésie partielle qui feint d'oublier la gestion spirituelle des victimes de prêtres catholiques pédophiles du Vatican. Scandale insoutenable par Pape François. Chibly tenter de s'inscrire en arrogance par des commentaires égarés, dans la gestion du temporel de 1804. Abandonnant le courage d'investigateur impartial dans une cruelle historicité des campagnes catholiques du rejeté, Chibly propose de craindre un ciblage de missionnaires. Pour se justifier ou pour plaire au nouveau nonce ? Scories !

Revenons cependant à la notion qui sied même au niveau de cette faiblesse étatique, elle renferme aussi sa solution. Si l'exécutif est au niveau des ambitions légitimes des uns et des autres, il ne suffirait que de convertir la proposition d'expertise nationale en expertise locale plus réaliste. *Transformer la conjoncture*. Diversifier son portefeuille politique pour un candidat, c'est de mettre ses œufs dans le panier des municipales aussi ou, de préférence, dans un pays où la politique est devenue une industrie et chaque prétendant, une corporation. *Un fonds de commerce*. Cette volonté politique permettrait, dans un premier temps, de rapatrier intelligemment les pouvoirs constitutionnels dus aux exécutifs locaux. Ce, avec la force de candidats au potentiel national. C'est ce que nous avions prôné au préalable, car la commutativité et l'associativité renforceraient les départements et rééquilibreraient définitivement la balance dans les limites des pouvoirs présidentiels arrachés ailleurs.

Une référence étrangère utile. C'est ce que Denis Coderre avait rapidement compris récemment, pour vouloir devenir le maire de Montréal. En quittant son siège de député fédéral, opportunisme diplomatique, ses talents servent quand bien même à Montréal. Bien avant, le défunt maire d'Amos-Québec, de naissance haïtienne, Ulrick Chérubin, en l'occurrence, a marqué l'économie de sa région québécoise en attirant d'importantes entreprises nationales et internationales à Amos même.

Quels en seraient alors les avantages pour *cette horde avisée* qui brigue les suffrages ?

Car, il n'y a pas que d'inconvénients, devrais-je poursuivre, pour compléter la question pendante. Nous en aurions tous à gagner. *L'étalage du pouvoir exécutif constitutionnel au niveau des localités est, dans les faits, un instrument de régulation légal et légitime des ambitions personnelles, plus fort qu'une démocratie partielle. Mais bien plus, c'est aussi un laboratoire d'implémentation d'expertises, pour une extension républicaine nationale de haut standard. D'ailleurs, un consortium d'exécutifs locaux, c'est-à-dire entité plus proche du citoyen en matière de besoin de politique intérieure, au profit de la cité, serait d'autant plus influent auprès de leurs représentants parlementaires locaux. L'exécutif national serait en conséquence obligé de représenter même à l'extérieur dans la diplomatie internationale, les besoins ainsi exprimés. Cela aurait une autre vertu, celle de ne pas condamner tout un pays à cause d'un seul gestionnaire plénipotentiaire incompétent quand la compétition locale serait un incitatif en matière d'obligation de résultats. At large. Ce serait la diplomatie louverturienne étalant l'expertise de ses généraux dessaliniens qui ont su réaliser l'indépendance post mortem arrestation.*

Renois/Desras doivent comprendre la nature profonde de l'hypothèse municipale proposée, *réintroduite en semaines écoulées*. Ce besoin de cohésion inéluctable est un contexte immédiat. S'accrocher à un objectif mutuel. Celui de rassurer, d'abord, de rallier, ensuite. C'est encore, à notre avis, le meilleur moyen de faire savoir à l'intrus que les dés ont changé, disais-je en semaine dernière. Et, à la meute des candidats *(présidence)* aussi. Car, le pays est en profonde mutation. Ne pas préparer la gestion de l'échec, quand un seul candidat sera élu dans les faits, soit par gestion politique comme à l'habitude, soit par un concours de circonstances pour un gagnant méritoire, est un manque de vision, un égarement politique qui ne rassure. Sinon c'est l'avalanche diplomatique cacophonique.

L'élu local au niveau exécutif, s'il n'a un pouvoir de législation national, revêt l'autorité de règlementation pour sa municipalité. Cela forcerait davantage le dialogue entre villes voisines ou éloignées. *Axe idéal pour la déconcentration et décentralisation.* Ce que nous avions déjà traité dans Haïti 2001-2010 Reconstruction, d'après nous. C'est l'instrument qui réduira l'impact de la représentativité exclusive, d'autant plus que ce serait un autre instrument politique qui obligerait non seulement les représentants parlementaires à fréquenter leurs régions et localités, mais de représenter réellement leurs intérêts au Parlement national. *Sous peine de sanction électorale ou de manifestations légitimes locales traduites à travers la République.*

C'est là un immense pouvoir, verra-t-on un maire haïtien aux côtés d'un maire Coderre de Montréal, lors de missions internationales dynamiques pour leur administration. C'est le moment idéal de rehausser les standards par cette réconciliation prescrite en guise d'une avalanche diplomatique 2016 sans lendemain.

C'est encore pourquoi nous croyons que Deras devrait rester veiller au Sénat**.** *Ce ne serait de l'improvisation, mais une stratégie qui mettrait au pas la diplomatie internationale présente au pays, car elle ne pourrait manipuler. Considérons l'octroi des contrats d'envergure nationale faisant appel à la distribution de pots de vin. Si le Québec a dû se retrousser les manches pour amorcer une Commission Charbonneau, allez donc voir de par vous-mêmes, minimalement l'état des routes pour mieux comprendre.* C'est encore ça « *Haïti reconstruire comment aider sans se tromper* » du 29 janvier 2010.

Comment apprécier ce qui précède ? Il fut un temps bien que rapproché, je disais que la solution de l'économie du droit en matière de poursuite contre Duvalier-Aristide serait pour eux et pour le pays, de se prémunir de l'immunité parlementaire au Sénat en instituant l'opposition à l'intérieur de l'institution nationale. Ce qui aurait pour vertu, pour nous, de jauger en même temps leur influence réelle. *Soit dans leur patelin limité de représentativité*. Nous avions, *en 2012*, produit les scénarios Les Rivales 2015, Les Enfants du pouvoir, les Souliers du président, Sur la route du cinéma. *Renois-Deras constateront que si la tendance se maintient, Sophia SR Martelly aura pigé rapidement comment tirer son épingle du jeu, évitant l'erreur Mirlande Manigat sénatrice, mais se renforçant dans ce qui, bien entendu, l'électorat devra sanctionner, mais plus sûre pour elle. On parlerait aussi de Mildred Trouillot Aristide, candidate. Plutôt réaliste, ce n'est une sinécure, les maires potentiels dont le vecteur national serait très élevé, auraient eux aussi avantage à saisir du courant. Et, transformer définitivement cette avalanche diplomatique prévisible, en courant républicain stable.*

dan@danalbertini.com

OBITUARY

Michael Damon Robert

Michael Damon Robert, son of Pastor Maurice & Susan Robert passed away on Sunday, May 10, 2015. He was honorably discharged from the Navy Military Service in 1990. Michael worked for Stryker Pharmaceutical Company, Mahwah, NJ. He left behind to cherish his memory his parents, Pastor Maurice & Susan Robert, a sister, Mikia D., two brothers

Michael Robert

Maurice Alexander and Stefan, a niece Grace Brielle, maternal grandmother Marian Greene and a host of aunts, uncles, cousins and friends.

Funeral Service for Michael Robert (Moy and Susan Robert son), Saturday, May 16, 2015.

Viewing: 8:30am to 10:00am;

Services: 10:00am at Faith Temple OFW Baptist Church, 499 Main & Halsted Street, East Orange, NJ 07018.

François Hollande ignore Dessalines dans sa patrie et honore Toussaint Louverture, mort en prison en France

Par Clauidy B. Auguste

Il n'est un secret pour personne que le nom de l'Empereur Jean-Jacques Dessalines n'est pas aimé et apprécié de beaucoup de Français quand ils pensent aux brusques ruptures de leur jouissance dans la colonie de Saint Domingue. Ils avaient les pleins droits de vie ou de mort sur les esclaves, qu'ils faisaient passer pour des bêtes de somme, puisqu'ils se vendaient aux enchères à la Croix-des-Bossales, en particulier. La plupart voient en Dessalines le pourfendeur de l'armée herculéenne napoléonienne qui considéra les Antilles comme leur chasse gardée. Au bout du compte, la France chercha à rétablir l'esclavage; et la résistance farouche opposée avec Dessalines à la tête des troupes indigènes, a mis fin au rêve des Français de constituer un empire en Amérique, partant de la Louisiane. Cette leçon infligée le **18 novembre** 1803, à Vertières, laisse un goût amer jusqu'à la neuvième génération des descendants de Napoléon.

En effet, le général Toussaint Louverture, qu'on prétend aimer, n'est pourtant pas différent des autres héros de la guerre de l'indépendance. Sa vision d'une nation libre et autonome avait fait écho chez ses pairs. La France en laissant mourir indignement le général abandonné à lui-même, dans un cachot exposé au froid de l'hiver intense, pour refus de coopération, devrait réviser sa copie avant de venir nous faire une quelconque leçon de comparaison de valeur intrinsèque des grands hommes d'État de notre histoire. Une gerbe de fleurs déposée au pied de la statue de Toussaint Louverture serait un geste magnanime, pour une toute première, s'il était suivi de propos de pardon et de regret par l'actuel successeur de Napoléon. Le général avait trop de foi en cette France, berceau de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen pour le laisser mourir sans jugement. Ce qu'il exigea à maintes reprises. On était beaucoup plus intéressé à l'emplacement exact de ses richesses en or enfouis dans le sous-sol.

Reprocher au général Dessalines de crimes atroces est de loin comparable aux atrocités commises par les troupes de Rochambeau poursuivant les basses besognes du général Leclerc. Elles se lançaient avec des chiens dressés à la poursuite des esclaves rebelles, entendant déjà sonner la cloche de la délivrance, l'objectif premier fixé par Dessalines, au lendemain de la déportation de Toussaint Louverture, pour la France où il fut secrètement « *interné* » au Fort-de-Joux.

Le tissu social haïtien fragilisé devient encore plus frêle quand des étrangers veulent se questionner et remettre en cause, avec la bénédiction des enfants du pays, les sacrifices consentis par ces pauvres va-nu-pieds. Leur objectif était commun : Léguer à la postérité un coin de terre dont ils seront les seuls maîtres souverains. La jeune nation libre n'a goûté à la liberté que seulement pendant 22 ans. C'était trop beau pour être vrai l'événement du **1er janvier** 1804 aux Gonaïves. Il a fallu vite désorganiser, diviser et rançonner les hommes devenus fraîchement libres. Une rançon qui les ont mis à genoux et ils peinent encore à se relever.

Un deuxième président français à Port-au-Prince, en l'espace de 5 ans, le deuxième à nous visiter après plus de deux cents (200) ans de controverses et de déchirures, revêtirait d'une importance toute spéciale si le principe de parité était respecté. Un « Mémorial Act » ne pouvait être mieux situé, au moment où l'on parle de reconstruction en Haïti, qu'au beau milieu d'une Croix-des-Bossales rénovée, qui, d'ailleurs, porte bien son nom. Aussi bien est-il un emplacement tristement célèbre, à l'instar de Pointe-à-Pitre, toutefois avec une différence énorme, nous n'avons pas attendu qu'on fasse de nous tous de nouveaux libres. La liberté, nous l'avons nous-mêmes conquise en supprimant l'esclavage. Tout honneur et mérite aux troupes sous la direction de Jean-Jacques Dessalines. « *Ochan pou li* » !

cba

05/12/15

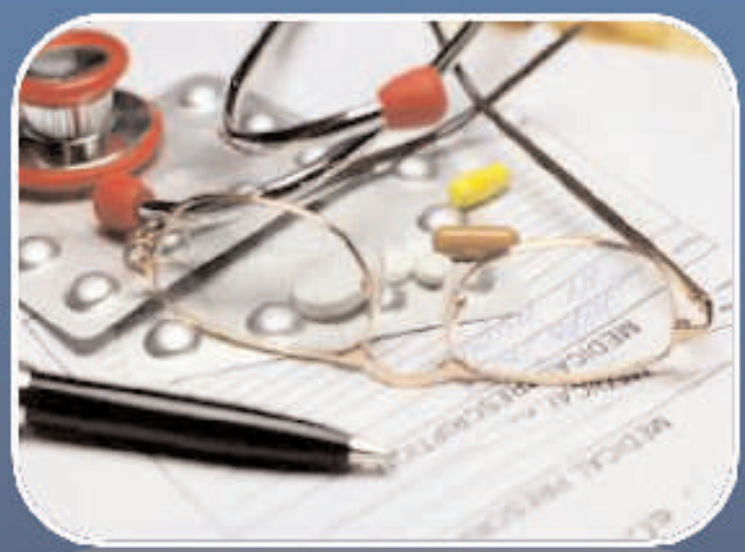
Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!
We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.



We offer the following comprehensive services:
- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

RELÈVE DE LA GARDE À L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS EN HAÏTI

Mauvais présage pour les Martelly

L'oncle Sam attend le bon moment pour s'abattre sur ses proies...

Suite de la page 1

renoncé à sa citoyenneté américaine, le 31 mars 2014, les autorités américaines, par le truchement du consul général des États-Unis à Port-au-Prince, agissant comme chef de mission adjoint, ont exposé la supercherie dont Mme Martelly s'était rendu coupable. Mais les révélations de Robert F. Hannan jr concernant la marche à suivre pour renoncer à la nationalité américaine concernent indirectement le président Martelly lui-même, qui avait réussi à réduire au silence ses détracteurs ayant brandi son statut de citoyen américain pour demander sa démission. Il semble que les Américains aient opté pour dénoncer la fraude perpétrée par Martelly en exposant celle de sa femme.

Dans ses déclarations au quotidien *Le Nouvelliste*, M. Hannan a expliqué que « *La responsabilité première de l'ambassade est de s'assurer que la personne qui veut renoncer à sa nationalité comprend ce qu'il fait*», précisant qu'il s'agit d'un « *processus très sérieux* » et irréversible. Ensuite, dit-il, l'intéressé doit prendre connaissance de la « *Déclaration de compréhension relative aux conséquences et ramifications de la renonciation à la nationalité américaine* ». Cette dernière étape est suivie du «*serment confirmant la renonciation de la nationalité américaine*».

Selon le chef de mission adjoint, ce serment doit être pris devant deux témoins accompagnant le candidat, histoire de s'assurer que ce dernier comprend bien ce qu'il fait et qu'il n'est l'objet d'aucune pression ou coercition. Une fois complété le serment de renonciation à la citoyenneté américaine, poursuit encore Robert F. Hannan jr, le demandeur « *remplit le certificat de renonciation à la citoyenneté* ». Le document signé est acheminé au Département d'État pour approbation. En cas d'agrément, le document est soumis au fisc américain aux fins d'établir si l'intéressé est à jour, en ce qui concerne sa dette fiscale, pour les cinq dernières années.

Peter F. Mulrean, désigné pour remplacer Pamela White comme ambassadeur des États-Unis en Haïti.

L'ambassadeur s'est décrédibilisé

En Haïti, en dehors du cercle des amis de la première famille, des partisans et amis de celle-ci, l'ambassadeur des États-Unis n'impressionne pas grand monde. Le choix de Pamela White de s'acoquiner avec Michel Martelly et Laurent Lamothe, et de s'afficher publiquement avec eux, lui a valu pas mal d'inimitiés, au point de perdre sa crédibilité. Cette situation n'est pas passée inaperçue par le Département d'État qui a posé un geste remarquable, dans la foulée de l'annonce du rappel de l'ambassadeur White. Car le chef de la mission diplomatique des États-Unis à Port-au-Prince, en l'occurrence Mme White, n'était pas celui à qui a été confiée la responsabilité d'informer le public haïtien de l'inexistence de la renonciation de la citoyenneté de Sophia Martelly. Parce que, après l'ambassadeur Merten, la Diplomatie américaine n'entend pas donner l'impression que Washington cautionne la friponnerie de Martelly. Surtout que, d'après des diplomates américains, qui souhaitent rester dans l'anonymat, la mission de Robert F. Hannan consistait à démasquer le couple présidentiel dans sa compagne de supercherie.

Avec le rappel de Pamela White, des changements s'annoncent

Pour les observateurs diplomatiques, à Washington, le rappel de Pamela White est le signal d'un changement de politique de l'administration Obama à l'égard du régime Martelly-Lamothe-Paul. En tout cas, c'est l'interprétation donnée à la manière dont s'est terminée la mission de Mme White, dans les milieux informés de la capitale américaine.

On affirme, dans certains milieux politiques, à la capitale américaine, que le rappel de Pamela White et son remplaçant par Peter F. Mulrean a été annoncé par la Maison-Blanche et non par le Département d'État. On explique, en effet, que la nomination de M. Mulrean a été faite par le président Obama, « *insatisfait* » de la performance du prédécesseur de Mulrean. C'est pourquoi il a fait choix d'un diplomate qui a fait ses preuves en Afrique et en Europe pour exécuter la nouvelle politique qu'il entend développer pour Haïti.

En attendant que le nouvel ambassadeur désigné pour remplacer Pamela White soit confirmé par le Sénat, le consul général est désigné comme chef de mission par intérim. Des observateurs ont signalé le fait qu'il a suivi un itinéraire presque identique à celui de Mulrean. Aussi fait-on remarquer que le changement de politique dont on parle tant à Washington pourrait bien se manifester même avant l'arrivée du nouvel ambassadeur à Port-au-Prince.

À la capitale américaine, on ne cesse d'attirer l'attention sur le fait que « *Pamela White a mal servi la diplomatie américaine en Haïti* ». À cause de son comportement, fait-on remarquer, une série d'initiatives prévues par la Maison-Blanche n'ont pu être mises en train. Car les rapports qu'elle soumettait au Département d'État, dit-on, ont complètement désorienté la politique de Washington en Haïti.

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 9

Supportez
les femmes haïtiennes
Célébrez la Fête des Mères

GAGNEZ

Haïti Tombola
2015

1er prix

Une Villa meublée avec piscine et énergie solaire sur la "Cotes des Arcadins" en Haïti

2ème prix

Une KIA Picanto 2015

3ème prix

Deux billets d'avion aller-retour et 4 jours / 3 nuits dans un hôtel ou un resort Marriott en Haïti ou en Floride

Tirage au cours d'un gala
à l'occasion de la Fête des Mères
le 30 mai 2015
à Royal Oasis • Pétion Ville

1,000 Gdes

US$ 20

Info:
Composer
5686
Pour achat de billets à partir de votre téléphone Digicel

(509) 2817-0240
(718) 865-8178

haititombola@gmail.com
www.haititombola.com

Digicel
Lesly Center

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 10

ÉDITORIAL

Michel Martelly et sa famille dans le collimateur de la justice

Au début, lorsqu'a été lancée contre la première dame et le fils aîné du couple présidentiel l'action judiciaire des avocats Louis Newton Saint-Juste et André Michel, le président haïtien déclarait ces derniers financièrement insignifiants en comparaison à Olivier, qui avaient déjà ramassé ses premiers millions, quoiqu'il ne remplisse aucune fonction connue ou légalement décrite et explicitée. Par la suite, craignant les conséquences de ce procès s'il néglige de prendre une décision avant la fin de son mandat, il chargea le juge Lamarre Bélizaire de renvoyer sa femme et son fils hors de cause, alors que le dossier attendait le verdict de la Cour de cassation. Mais les démarches de Sophia Martelly visant à faire accepter sa candidature au Sénat de la République pour le département de l'Ouest met toute la famille présidentielle sous les projecteurs. Au fait, elle se trouve dans le collimateur de la justice, suite à une série d'actes illégaux potentiellement criminels.

Hormis les multiples décisions illégales et anticonstitutionnelles dont sont accusés le chef de l'État et les membres de sa famille, les démarches menées pour faire inscrire Sophia Martelly sur la liste des candidats au Sénat ouvre un nouveau chapitre. La première dame vient d'être prise en flagrant délit de fabrication de faux et d'usage de faux. Reste à voir s'il y a lieu d'ajouter d'autres accusations à celles déjà signalées. En attendant, le Conseil électoral provisoire (CEP) et le Bureau du contentieux département de l'Ouest (BCED) se trouvent dans l'obligation d'assumer leurs responsabilités. Car les informations disponibles mettent en évidence les fraudes commises par Mme Martelly dans sa quête d'un siège au Sénat. Dans la foulée, le président Martelly passe pour partie prenante des indélicatesses attribuées à son épouse, en sus de porter le blâme pour les actions des subalternes concernés par les goujateries de Sophia Saint-Rémy-Martelly.

À la lumière des révélations faites par le consul général des Etats-Unis en Haïti, Sophia Martelly a commis une série d'infractions graves, qui méritent d'être traitées avec toute la rigueur dictée par la loi. Car aucun citoyen — ou citoyenne —, quel qu'il soit, ne saurait s'élever au-dessus de la loi.

En effet, selon les explications fournies par le consul général américain, à Port-au-Prince, contrairement à ce que soutiennent les avocats de la première dame, celle-ci ne détient pas de document prouvant qu'elle avait renoncé à sa citoyenneté américaine, à la date du le 31 mars 2014, comme l'a annoncé Gregory Mayard-Paul. Car son nom ne figure pas dans l'édition correspondante du *Federal Register*, c'est à dire le numéro daté du 2 mai 2014. Ce qui entraîne immédiatement la question de savoir si la première dame est en règle avec le fisc américain, qui, généralement, entreprend un audit des déclarations d'impôts sur le revenu, pour les cinq dernières années, de toute personne admise à renoncer à sa citoyenneté américaine. En tant que citoyenne des Etats-Unis, la première dame d'Haïti est-elle à jour avec l'Internal Revenue Service (IRS) par rapport aux millions qu'elle brassait — et réalisait — dans le cadre du pillage des deniers public organisé par son mari de président ?

Dans sa tentative de frauder pour afficher un statut qu'elle n'a pas, Sophia Martelly a ouvert la boîte de Pandore. Puisqu'elle soulève une série d'autres questions. Comme, par exemple, sa qualité d'électrice aux dernières élections qui portèrent son mari au pouvoir. Citoyenne américaine, comment avait-elle pu retirer sa carte électorale ? De même, quels documents avait-elle pu produire pour se faire livrer un passeport haïtien ? Si elle ne peut prouver qu'elle a cessé d'être citoyenne américaine, il faut immédiatement conclure que le bulletin de vote qu'elle avait déposé pour Michel Martelly est illégal. Aussi devrait-elle assumer les conséquences d'un tel acte.

En ce qui concerne le président haïtien lui-même, il porte de lourdes responsabilités. Car, il ne peut prétendre ignorer que sa femme a exercé ce devoir civique alors qu'elle avait une nationalité étrangère. Tout cela renvoie au propre statut de M. Martelly, ravivant le débat autour de sa nationalité. Puisque, pour avoir cautionné, voire manigancé cette fraude, le chef de l'Exécutif viole son serment de respecter et de faire respecter la Constitution et les lois du pays. Du même coup, il expose sa propre escroquerie par rapport à sa vraie nationalité. Aussi, les mêmes questions adressées à Sophia Saint-Rémy s'appliquent-elles à lui aussi. Car, par le truchement de son avocat, bien que fausse, la première dame a identifié la date à laquelle elle avait renoncé à sa citoyenneté. Qu'en est-il pour le président Martelly ? Maintenant que le gouvernement américain, à travers son consul général, a révélé la marche à suivre pour renoncer à la citoyenneté américaine, il faut demander au président haïtien de fournir les preuves qu'il s'est acquitté avec le fisc américain pour les cinq années qui précédèrent le jour qu'il cessa d'avoir la nationalité américaine. Serait-il en règle avec l'IRS pour les millions qu'il a ramassés sous forme de maisons construites durant sa présidence, en sus des pots de vin reçus et des sommes fabuleuses détournées au détriment des caisses publiques ?

Dans cet ordre d'idées, il faut poser ces questions également à Olivier Martelly, le fils du couple présidentiel, qui, comme sa mère, est né aux États-Unis. A-t-il fait ses déclarations d'impôts depuis que son père est devenu président ? Si oui a-t-il soumis des rapports objectifs concernant les millions qu'il a détournés dans la gestion des fonds publics ? Ou de la fortune qu'il a amassée sous forme de pots de vin et de ristournes?

À la lumière de ces faits, le président Martelly et toute sa famille doivent se donner bien des soucis. Car les autorités compétentes de leur pays sont déjà à leurs trousses. Il faut rappeler à la famille présidentielle que le fisc américain ne lèse pas sur les moyens de collecter les montants dus par les contribuables. De même, bien souvent les pénalités et les intérêts imposés sont parfois plus élevés que les dettes fiscales proprement dites. Et il y a encore mieux : les contrevenants sont aussi condamnables à la prison s'il est établi que l'évasion fiscale s'est opérée avec malice pour frustrer le fisc.

Somme toute, il y a de fortes chances que les transgressions commises par Michel Martelly et sa famille seront traitées avec complaisance dans le système judiciaire haïtien, surtout lorsque les individus aux commandes sont des anciens amis ou bénéficiaires de « *faveurs* » de l'actuel président. Mais c'est une toute autre chose quand ils sont confrontés à la justice de leur pays. Autrement dit, Michel Martelly et sa famille sont dans les lunettes de la justice américaine.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 11

EDITORIAL

Michel Martelly and his family in the crosshairs of justice

At the beginning, when action by lawyers Louis Newton Saint-Juste and Andre Michel was launched against the first lady and the eldest son of the presidential couple, the Haitian president said the latter were financially insignificant in comparison to Olivier, who had already made his first millions, though he holds no known or legally described and explained function. Later, fearing the consequences of that action if he fails to make a decision before the end of his term, he charged Judge Lamarre Belizaire with instructions to dismiss the case against his wife and son, although the matter was awaiting the verdict of the Supreme Court. But the steps taken by Sophia Martelly to declare her candidacy to the Senate of the Republic for the Western department puts the entire presidential family in the spotlight. In fact, it‘s in the bad books of justice, following a series of potentially illegal criminal acts.

Apart from the many unlawful and unconstitutional decisions the head of state and members of his family are accused of, the steps taken to register Sophia Martelly as a legitimate candidate on the list of contenders for the Senate opens an entirely new chapter. The first lady has just been caught in flagrente delicto of forgery. It remains to be seen if it‘s appropriate to add further accusations to those already reported. Meanwhile, the Provisional Electoral Council (French acronym CEP) and the Office of electoral litigation for the Western Department (French acronym BCED) must face their responsibilities. This is because available information highlights the fraud committed by Ms. Martelly in her quest to secure a Senate seat. As a result, President Martelly becomes party to acts of dishonesty attributed to his wife, in addition to being blamed for the actions of subordinates involved in Sophia Saint-Remy- Martelly‘s boorishness.

In light of the revelations made by the Consul General of the US in Haiti, Sophia Martelly has committed a series of serious crimes, which deserve to be treated with the entire rigor dictated by the law. For no citizen whatever should be permitted to rise above the law.

According to the explanations provided by the US Consul General in Port-au-Prince, contrary to the submissions of counsel for the first lady, she doesn‘t hold a document proving that she had renounced her US citizenship as of March 31, 2014, as announced by Gregory Mayard-Paul, one of her lawyers. As her name doesn‘t appear in the appropriate edition of the Federal Register, i.e. the issue dated May 2, 2014. This immediately leads to the question of whether the first lady is in good standing with the IRS, which, generally, undertakes an audit of tax returns on income for the last five years of any person allowed to renounce his or her US citizenship. As a citizen of the United States, is the first-lady of Haiti up to date with the Internal Revenue Service (IRS,) considering the millions she was handling — and garnered — also within the scope of the organized looting of public funds perpetrated by her president husband?

Resorting to fraud in order to secure status she doesn‘t and shouldn`t have, Sophia Martelly has opened the proverbial Pandora’s box because she raises a series of other ancillary issues. Some of these issues, for example, include how did she qualify to vote in the last election which brought her husband to power? As an American citizen, how could she and how did she obtain her voter registration card? Similarly, how did she manage to produce the necessary documents to obtain a Haitian passport? If it can be proven that she hadn’t ceased to be a US citizen, one must immediately conclude that the ballot she cast for Michel Martelly is ipso facto an illegal one, etc. Also she should accept the consequences of such acts.

Regarding the Haitian president himself, he bears heavy responsibility. For he can‘t claim to ignore the fact that his wife has managed to fulfill this civic duty while she was a foreign national. All this refers to the very status of Mr. Martelly hemself, reviving the debate about the status of his own nationality. Since for having condoned and even engineered this fraud, the head of the executive violates his oath to respect and uphold the Constitution and laws of the country. At the same time, it exposes his own scam regarding his true nationality. Also, the same questions concerning Sophia Saint-Rémy apply as well to him. Through her lawyer, although false, the first lady identified the date on which she had renounced her citizenship. What about President Martelly? Now that the US government, through its Consul General in Port-au-Prince, revealed the procedure to give up US citizenship, we must ask the Haitian president to provide evidence that he had actually complied with the IRS for the five years preceding the day he ceased to have US citizenship. Would he be up to date with the IRS for the millions he has collected in the form of houses built during his presidency, in addition to bribes received and fabulous sums of money diverted at the expense of public funds?

At this junction, we must also pose these questions to Olivier Martelly, the son of the presidential couple, who, like her mother, was born in the United States. Has he filed his tax returns since his father became president? If so has he submitted objective reports on the millions embezzled in the management of public funds? Or on the fortune he amassed as bribes and other shenanigans?

In light of these facts, President Martelly and his family must have many worries. Now, competent authorities within their countries are already hot on their trail. The presidential family should be reminded that the IRS doesn‘t skimp on the means to collect amounts owed by taxpayers. Also, often the penalties and interest payments imposed are sometimes higher than the initial actual tax liabilities. And there is still more: offenders are also condemned to prison if it‘s established that tax evasion has occurred with intent and malice to defraud the taxman.

Overall, there is a good chance that the transgressions of Michel Martelly and his family will be treated with complacency in the Haitian judicial system, especially when people in control are former friends or beneficiaries of “favors” from the current president. But it‘s quite another story when they face justice in their official country. In other words, Michel Martelly and his family are now known and listed in the bad books of American justice.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 12

« *Chef* » à la mode de chez nous

Par Mario Andresol

« *Chef* », on ne le devient pas. «*Chef* » on naît. « *Chef* » on est. Même si ce comportement inné peut s'affiner, au fil du temps, par la pratique du commandement ou par l'exercice de l'autorité, il est indéniable qu'il en est de grands et de petits. De grands qui, souvent, se font petits. Et, de petits qui se croient toujours trop grands. De ces deux catégories, l'histoire de l'humanité foisonne.

Le mot « *chef* » fait partie de la pratique langagière de nos pairs. Il est, à tout bout de champ, utilisé par les uns comme par les autres, du simple citoyen au plus haut perché. Nous appelons, alors, «*chef* » tous ceux qui occupent une fonction quelconque dans l'administration publique ou privée, du président de la République au simple fonctionnaire, du commandant en chef de la Force publique au dernier agent. À ce titre, chez les policiers, que je peux prétendre connaître, s'est développée, dès la naissance de l'institution, une forme de courtoisie les incitant à s'appeler : « *chèf mwen* » pour s'adresser à un plus gradé ou « *chèf pa'm* », « *gran chèf* »…etc.

C'est dire que pour nous, le mot « *chef* » a donc une connotation toute particulière. Nous en abusons même. Un « *chef* » est, dans notre pays, quelque chose de sacré. Ainsı, la grande majorité de nos compatriotes croit qu'un «*chef* » peut tout se permettre quand il est investi d'une certaine autorité. Le malheureux qui se fait gifler par un « *chef* » a toujours tendance à ne point réagir, encore moins à riposter. Ça nous ramène, donc, au temps de l'esclavage, à ces rapports sauvages entre maître et esclave. Nos « *chefs* » ont, vis à vis de nos congénères, l'attitude condescendante du commandeur.

Pour désigner quelqu'un de haut placé dans la hiérarchie d'une institution quelconque, nous parlons aussi de « *gros chef*». La malice populaire l'appelle «*gwo chabrak* ». Un gros chef n'est pas forcément un grand chef. C'est souvent un fier à bras qui a le comportement et la mentalité d'un sous-fifre.

Qu'il soit leader politique, chef d'entreprise ou chef militaire, « *un grand chef* » est celui qui force le respect et l'admiration par son leadership, le succès de sa politique et son prestige personnel. Un « *grand chef* », c'est aussi celui qui s'assume et qui a la capacité de se mettre au service d'une cause ou d'un intérêt plus grand que les siens, voire plus grand que sa personne. Il canalise les énergies. Il prêche d'exemple. Son autorité rassure. Grâce à son charisme, le « *grand chef* » facilite les rapprochements, aide les autres à grandir, concilie les contraires, les amène à se comprendre, à se sacrifier, à se mouvoir, à converger surtout vers un même idéal. En résumé, le grand chef dirige, manage, ménage, influence, et entraîne. Le grand chef n'asservit ni ne se sert. Il sert.

Chez nous, cette espèce, si elle a existé, est en voie de disparition. Et, le peu, probablement qui reste, est perdu dans la foule des improvisateurs qui dansent la sarabande des travestis de toujours, au milieu de tout ce qui s'apparente à une forme de pouvoir.

Depuis bien des années, nous cherchons, vainement, en plein jour, comme Diogène en son temps, un spéciman de « *chefs extraordinaires* », plus que rarissimes, qui soit capable de nous mener à bon port, malgré vents et marées.

Malheureusement, l'honnêteté, l'intégrité, l'esprit d'abnégation et de sacrifice, le patriotisme le souci du bien collectif : ces qualités inhérentes aux « *grands chefs*» ne se retrouvent pas toujours chez ceux qui aspirent à nous diriger.

Contrairement au grand chef, le « *petit chef* », à la mode de chez nous, lui, est dépourvu de vision ou du don de commander. Il déçoit. Il est un briseur de rêve, un vendeur d'illusions, de faux-bonheur. Dans la reptation, il est imbattable. Aussi, fait-il tout ce qu'il peut pour arriver ou pour se maintenir au pouvoir. S'il bénéficie, au début, de la confiance et de l'estime de ses pairs, il finit toujours par les perdre dans un court laps de temps parce que trop enclin à défendre ses petits intérêts et à satisfaire ses basses passions.

Le « *petit chef* « s'entoure toujours de gens qui l'adulent. Il est jaloux de son pouvoir. Il fait peur et cherche constamment à prouver que c'est lui le « *chef* ». Il ne supporte pas de n'être pas reconnu comme « *chef* ». Il veut, où qu'il se trouve, qu'on ait le sentiment que c'est bien lui le « *chef* » et qu'on se mette à l'ovationner. Plein de son « *chef* », il lui arrive, même, de se parler devant son miroir, comme il le ferait à un subordonné.

La mentalité et le comportement du « *petit chef* » sont, chez nous, ataviques au point que certains pensent qu'il nous manque un chromosome. Ma génération a vu passer à la tête de l'État nombre de ces « *petits* » chefs qui ont toujours aspiré à l'exercice de pouvoirs trop grands pour eux. De la stature de « *chef* », ils n'en ont eu que des statuts, des pouvoirs légaux qu'ils ont détenus, bien souvent, grâce aux magouilles, aux sales combines et à l'apathie d'un peuple bafoué qui ne croit plus en rien. Nous les avions cru grands parce qu'ils avaient, sans langue de bois, un discours de grands. De ces « *petits chefs* » nous attendions de grandes choses, mais ils nous ont tous fait déchanter. Les petits qu'on croit grands sont encore plus décevants que les petits qui se croient grands. Ils sont, la plupart du temps, les pires bourreaux de leurs frères d'armes, de race, de classe ou de sang.

Dans cet ordre d'idées, « *le petit chef* » est synonyme d'arrivisme, d'abus d'autorité et de pouvoir.

C'est le démagogue qui cherche à obtenir tout ce qu'il désire par la manipulation et l'intimidation.

Le « *petit chef* », c'est le culte de la personnalité, le mégalo qui se croit investi d'une sacro-sainte mission.

C'est le paternaliste qui confond l'exercice du pouvoir politique et cette protection infantilisante qui lui fait traiter les autres comme ses laquais.

C'est la pintade qui cacabe, la voix nasillarde et le rire sarcastique du dictateur ou du tortionnaire des Recherches criminelles. C'est le mouchoir rouge et le bleu denim qui font la loi.

C'est le bruit des bottes, de la mitraille qui chante et des canons qui tonnent; la soldatesque qui se politise aux cris de « *konstitisyon se papye, bayonèt se fè !* »; le kaki détenteur de la force qui s'intronise; l'honneur qui prend un préfixe pour se perdre.

C'est le coq qui coqueline le populisme à son paroxysme et qui fait déferler sur la ville son « *rouleau compresseur* » qui pille, brise et incendie tout sur son passage. C'est la voix famélique du « *laissé pour compte* » maître des vies et des biens, l'espace d'un matin.

C'est le taureau qui mugit et qui polémique dans un tintamarre assourdissant de trivialités, de promesses vaines, de paroles creuses sur fond de bamboche.

C'est ce parlementaire qui se prend pour un déchouqueur à temps partiel.

C'est ce magistrat, maître de l'action publique, qui, malgré les évidences, se range du côté des bandits en renonçant à la poursuite au préjudice de la société.

C'est l'agent de la Force publique qui se croit tout permis en vous demandant votre permis.

C'est la mafia qui cannibalise l'État. La corruption qui s'institutionnalise.

C'est un pouvoir agonisant qui lâche contre ses opposants, ses tueurs, ses attachés, ses « *chimères* », ses escadrons dans une démarche de pérennisation quand le peuple est dehors.

Notre histoire, malheureusement, regorge de ces hommes au comportement de « *petit chef* », qu'ils fussent « *président-ci* » ou «*général de ça* ». C'est, depuis belle lurette, la même rengaine, la même haine, les mêmes intrigues, les mêmes préjugés qui nous empêchent de nous unir afin de travailler dans l'intérêt de la collectivité. Ce sont les mêmes maîtres, les mêmes sous-maitres qui vont et viennent incessamment au-devant de la scène politique haïtienne sous des noms et aspects différents, mais affichant toujours ce même comportement de « *petit chef* ». L'autoritarisme va de pair avec l'autorité, le « *petit chef* », qui le symbolise, est, aujourd'hui plus que jamais, une mystification idolâtrique à déboulonner.

« *(...) Que le plus grand parmi vous soit comme le plus petit, et celui qui gouverne comme celui qui sert* ». (Luc 22:26)

M. A.
Mai 2015

MAISON À VENDRE

Position Strategique donnant sur deux rues - Propriete Fonds et Batisse situee a Petion-Ville, angle rue Geffrard et Villatte #32, mesurant 76 pieds ou 24 metres 67 centimetres aux cotes nord et sud et 30 pieds ou 9 metres 75 centimetres aux cotes est et ouest. Prix a negocier. Tel. 212-569-4068.

AVIS

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, à charge d'appel et au nom de la République, se déclare compétent pour connaître de cette affaire; maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du 03 février 2015; accueille favorablement l'action de la **TECINA S.A.** pour être juste et fondée; constate que la **STYLE CRAFT MANUFACTURING** et co. représentée par son directeur, le sieur **BENNETT WOIFIELD,** occupe la maison de la requérante illégalement; ordonne en conséquence son expulsion des lieux pure et simple; accorde l'exécution provisoire sans caution du présent jugement, nonobstant toutes les voies de recours; condamne tout contestant aux frais et dépens de la procédure; commet l'huissier Ones **LOUIS** pour la signification de la présente.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Jean Étienne MERCIER, juge en audience civile et publique du mardi dix sept février deux mille quinze, assisté de la dame Marie Orrianne Pegguy JOSEPH, greffier du siège.

Il est ordonné….
En foi de quoi…

Me. Georges **DHERE**, avocat
Me. Marc-Arthy **JEAN-LOUIS**, svocat
Me. Kedma **DERIVAL**, avocat

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame **Julot Joseph, née Mirlande Moimême,** d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Delmas, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet; commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens.

AINSI JUGÉ ET PRONONCÉ par Nous, Marleine Bernard DELVA, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt deux janvier deux mille quinze, en présence de Me. RONALD PIERRE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur JOSEPH PIERRE-LOUIS, greffier du siège.-

Me. Edva JOSE, av.

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame **Adrien Direny, née Mirlène Louis,** d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Delmas, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet; commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens.

AINSI JUGÉ ET PRONONCÉ par nous, Marleine Bernard DELVA, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi dix huit décembre deux mille quatorze, en présence de Me. RONALD PIERRE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur JOSEPH PIERRE-LOUIS, greffier du siège.-

Me. Edva JOSE, av.

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 13

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur **Joseph Réginald LAMOUR** d'avec son épouse pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Delmas de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet; commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens.

AINSI JUGÉ ET PRONONCÉ par nous, Marleine Bernard DELVA, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi vingt sept novembre deux mille quatorze, en présence de Me. RONALD PIERRE, substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur JOSEPH PIERRE-LOUIS, greffier du siège.-

Me. Edva JOSE, av.

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen et sur les conclusions du ministère public, maintient le défaut octroyé contre sou épouse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur **Sophony ESTINVIL** d'avec son épouse, née **Judith VILBRUN,** pour injures graves et publiques, aux torts de l'épouse; en conséquence, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de Pointe-à-Raquettes, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet, commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

AINSI JUGÉ ET PRONONCÉ PAR NOUS, Jacques Hermon CONSTANT, juge en audience civile, ordinaire et publique du quatre septembre deux mille quatorze, en présence de Me. **Ronald PIERRE,** substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du **sieur Joseph PIERRE LOUIS,** greffier du siège.

En foi de quoi, etc.
Il est ordonné, etc.

Me. Jean PRIME

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Francisque Printemps, née Cherina Begen, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ordonne à l'officier de l'état civil de Delmas de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet ; commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Raymond Jean Michel, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi douze mars deux mille quinze, en présence de Me. Ronald Pierre, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Joseph Pierre-Louis, greffier du siège.

Pour le cabinet, Me Jean-Baptiste Nicolas, avocat

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen, le ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame JEFF BÉLIZAIRE, née CHRISTELLLE ANGLADE, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ORDONNE à l'officier de l'état civil de la commune de la Section sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet; commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens.
AINSI JUGÉ ET PRONONCÉ par nous, RAYMOND JEAN MICHEL, juge en audience civile ordinaire et publique du mercredi vingt deux avril deux mille quinze, en présence de Me. RONALD PIERRE, substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur JOSEPH PIERRE-LOUIS, greffier du siège.
Il est ordonné à tous les huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du ministère public près les Tribunaux civils d□'y tenir la main, à tous les commandants et autres officiers de la Force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
Ainsi signé : RAYMOND JEAN-MICHEL et JOSEPH PIERRE-LOUIS

POUR EXPEDITION CONFORME
COLLATIONNÉE
Le greffier

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen, et sur les conclusions du ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur **Martineau SAINT LOUIS,** d'avec son épouse, née **Gina VINCENT,** pour injures graves et publiques et aux torts de l'épouse. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, ordonne à l'officier de l'état civil de Pointe-à-Raquettes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet; commet l'huissier Johnny JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Jacques Hermon Constant, juge en audience civile, ordinaire et publique du sept juin deux mille douze, en présence de Me. Saint Aneau NORZE, substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Joseph PIERRE LOUIS.
Il est ordonné à tous les huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du ministère public près les Tribunaux civils d'y tenir la main, a tous les commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du doyen et du greffier susdits.
Ainsi signé : Jacques Hermon Constant et Homère RAYMOND.

POUR EXPÉDITION CONFORME
COLLATIONNÉÉ
Le greffier

New Jerusalem Evangelistic Church
1706 E. 75th Street
Chicago, Illinois 60649 |773-752-7992
|www.NJEChurch.org||NJEChurch1706@gmail.com|

Monday September 22, 2014

Dear Friend:

We greet you in the name of our Lord and Savior Jesus Christ.

Darly's first time stepping into New Jerusalem Evangelistic Church (NJEC) had little to do with church and everything to do with finding a job. A family member told the single mother of two about a free sterile processing course that the church was hosting. The class, which trains individuals on sterilizing hospital instruments, met on Friday nights, allowing her to bring her children when she didn't have anyone to watch them. Within six weeks of completing the course, Darly found employment and soon became a star in her department. Furthermore, after visiting NJEC one day with her children, Darly accepted Christ as her Lord and Savior. Now a member, Darly has found love, acceptance, hope and salvation.

Darly's story is evidence of just one of the ways NJEC, a Haitian American church on Chicago's Southeast side, impacts the community. The violence that has profoundly plagued the city is due to lack of education, jobs and resources. We desire to combat this by meeting the most essential needs of the South Shore community; however, we do not have the space to do so.

God has provided an answer to our incessant prayers (1 Thessalonians 5:17) and we must now raise $275,000 by October 24th in order to close on the building adjacent to our property. God can use you to help expand His work in Chicago. NJEC is a 501(c)3 organization and will provide tax receipts for all donations.

We firmly believe in the words of Luke 6:38 and its implications for this mission: **"Give, and it will be given to you. A good measure, pressed down, shaken together and running over, will be poured into your lap. For with the measure you use, it will be measured to you."**

To donate online and learn more about NJEC, please visit our website at www.NJEChurch.org and our Facebook page www.facebook.com/NJEChurch. Our mailing address is 1706 E. 75th Street, Chicago, Illinois 60649. If you have any questions, please contact Jasmine Armand at 312-593-6264 and jasmincarmand@gmail.com or Marie Theodule at 773-573-6048 and marie_theodule1@yahoo.com. We thank you again for your consideration in this emergency matter.

Sincerely,

Yves Theodule, *Pastor*
New Jerusalem Evangelistic Church
1706 E. 75th Street
Chicago, IL 60649
www.NJEChurch.org
Cell: 773-668-3318
Email: yves_theodule@yahoo.com

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 14

Kreyòl

Soti nan paj 6

Mwen pa wè kandida la a ki reyèlman fè nou pè.

Jonatan : Se sa li ye menm. Yo pa ka bat nou. Depi lidè a fè yon chwa, nou dwe swiv li san grate tèt. Mariz devan e l dèyè pou ba l boutè, oubyen, nan langaj nou, bon jan jarèt.

Jozafa : Prezidan Aristid deja yon Premye minis nan gouvènman sa a ki pral Nasis/Aristid. Konstitisyon an pa defann sa e se pral yon batay disyèk ke pèsonn pa fouti anpeche e menm devye. N ap reprann plas nou pou n al mete lòd nan dezòd.

Jidit : Sa lòm di se pa sa Bondye vle. Anverite, yo gen pou yo sezi e p ap gen ase fèy vèvenn pou ba yo e anpil ap tonbe pou yo al viv nan peyi san chapo pou touttan.

« *Pa ka parèt*
Lavalas pa ka parèt la.
Pa ka parèt
Teworis pa ka parèt la
Pa ka parèt la
Magouyè pa ka parèt la
Pa ka parèt
Degoutan pa ka parèt la.
Pa ka parèt la
Panzouyis pa ka parèt la
Pa ka parèt la
Medizan pa ka parèt la
Pa ka parèt la
Zenglendo pa ka parèt la
Paka parèt la
Opozan paka parèt la.
Pa ka parèt la
Souflantchou paka parèt la
Paka parèt la
Denmèplè pa ka parèt la
Paka parèt
Gwo lide paka parèt la
Paka parèt
Dyòl sirèt pa ka parèt.
Pa ka parèt
Koken yo pa ka parèt la
Pa ka parèt la
Ti pè a pa ka parèt la.
Pa ka parèt la
Asasen pa ka parèt la.
Paka parèt la
Vòlè yo pa ka parèt la ».

Se pou pèp la konnen tout vòlè, ki te kache tankou ratk soti nan twou yo pou yo pote maladi lapès nan peyi a. Veye yo tout pou n ba yo mòtorat pou n deratize yo tankou Derat ki retounen ap betize fè medizans kòm yon voryen, yon moun san ideyal. Moun ki pou reyèlman koute misye se moun ki nòmalman pa ankadre. Derat se vrèman rat mòde soufle.

Jira : Ou fè tout, Jidit ! Ou se yon fanm vanyan ki reyèlman pa pè bann aladen yo pou mete bòy nan pwa yo. Derat pase yon ti tan nan palman san l pa janm regle anyen serye. Pou jodi a l ap pale djèdjè. Pa gen moun serye k ap pran li omo. Li fin fè radòt li, se pou l aksepte li te fè yon bann erè ki kondane l pou l pa janm jwenn yon chans pou l administre yon enstitisyon Leta, paske binèt li pa taye pou sa. Se nilite absoli.

Jidit : Se verite nètale, paske l se yon kreten, yon tèt nan sak. Vagabon, yon egri tankou anpil lòt yo ki reyèlman pa gen etòf chèf Deta. Se nan diksyonè ya wè mo prezidan nan peyi Dayiti. Yo tout pa gen dwa reyalize anyen serye ankò, paske yo rate tout okazyon pou yo ta rive. Se konsa mwen te aprann yon pwezi sou vera ke m te tande nan yon stasyon radyo ke mwen te retni tout mo yo. Enben, sa se pou ou, Derat :

« Pran konsyans o
Dyesèl Derat
Pran konsyans o
Tèlman ou gen gwo lide
Ou rive pèdi tout o
Monchè, ou pa manke sanwont
Anverite, ou pèdi tout chans.
Pran konsyans o
Ti mètdam
Pran konsyans o
Tèlman ou se koken
Ou naje nan tenten o
Monchè
Nanm ou neye nan salte
W ap kontinye mache tèt bese
Pran konsyans o
San karaktè
Pran konsyans o
Ou pa travay pou sa
Pou pèp la pran lari o
Monchè
Ou se yon figi di
Anverite, ou p ap janm ladann
Pran kouraj o
Misye Derat
Pran konsyans o ».

Jozafa : Gade bann selera yo ki gen kouraj ap pale koze fatra, koze kredi ki definitivman pa enskri nan kaye pwogrè. Y ap pale tenten e yo konprann yo nan bòl grès yo. Prezidan Titid pran not de tout sa y ap di a pou l sa bay yo tout sa yo merite.

Jidit : Nou poko menm pran pouvwa a, nou deja ap pale vyolans k ap tounen yon lòt Pè Lebren nimewo 2. Anverite yo p ap 6. Ya yan ! Nou pa gen pou n okipe bann sendenden yo ki reyèlman pa gen anyen nan kalbas tèt yo, paske yo pa janm prepare pou deba. Yo rayi Mateli, yon prezidan ki rann tout ji li e fè tout sakrifis pou ede pèp la. Nèg ak Nègès nan peyi a engra e yo tout pa konn apresye. Mwen kwè yo wont si yo gen nen nan deklarasyon kominote entènasyonal la ki ale jis an favè Mateli/Lamòt.

Bon materyo pou demonte medizans opozisyon pope twèl

Kantav : Ou pa manti, Jidit. Anpil koze ki bay anpil tèt chaje, anpil sezisman tou patou nan sen opozisyon an. Mwen kwè yo sezi tou. Anvan w ale pi lwen, m ap kase yon ti moso nan zòrèy ou.

Jidit : Ou mèt mete pou grann san gade dèyè, paske nou nan moman verite e nou kapab pale pou yo tout pa janm oze di se fabrikasyon, tankou yo abitye fè. Ou mèt kontinye, Kantav.

Kantav : Prezidan Ekwatè a te vini an Ayiti, li fè rankont avèk tokay li, prezidan Mateli, pou l te vin gade travay ki te fèt avèk kòb li te bay pou regle tout bagay. Prezidan Ekwatè a te tèlman satisfè pou travay ki te fèt la, li di ke gouvènman Mateli/Lamòt fè plis ke sa li te espere avèk kòb sa a : 3 pon konstwi, plas piblik, mache, wout, etseteraera.

Jidit : Se sa menm. Ou pa manti. Se konpliman li fè tou sèl pou gouvènman Mateli/Lamòt la. Men bon zouti ki te lage nan wè opozisyon an ki te pase akote ap fè wont sèvi kolè pou tout moun bliye konpliman yo. Opoziusyon an ap fè manifestasyon kont kanditati premye dam Sofya Mateli kòm senatè. Yo kontinye ap pran sezisman.

Janba : Yo fèk kare ap sezi, paske pita pi tris. Tout sa nou di la a se verite sou tanbou. Mwen tande tout bagay tou, paske n toujou sou labal. Nou pa nan bay manti e nou pa nan voye monte tankou moun Lavalas yo ak opozisyon an. Nou pa nan kache men voye wòch.

Jidit : Kanta pousa, nou gen sa lakay nou, paske nou pa nan koze : « *Kache laverite se antere dlo* ». Ou mèt kontinye pale, Janba, paske nou konn sa n vo.

Janba : Mèsi, sè mwen. N ap di laverite, ryen pou bay verite a jan l ye. Nou gen agiman ak tout referans. Men pou yo ke yo vle kache. Pa gen moun la a pou n n fè yon deba. N ap rakonte fè yo jan radyo bay yo, paske nou gen lespri e nou gen kapasite tou pou sonje tout sa k soti yo. Kominote ewopeèn nan te bay gouvènman Mateli/Lamot 500 milyon ewo pou devlope Ayiti. Apre Mateli/Lamòt fin fè tout rapò yo depanse a, Komite Ewopeyèn nan fè odit sou rapò yo. Li konkli ke gouvènman Mateli/Lamòt la byen depanse tout kòb la. Pa gen yon goud ni yon ewo ki reyèlman fè wout kwochi. Men bon materyo!

Jidit : Sa w di pou sa, Jan-Batis Byenneme, mantè endezirab, do kiyè fè. E ou menm bann medizan malplan tankou Estiven Benwa ki pèdi tout kredibilite l ? Apre tèm ou a, ou fini tankou Derat ak anpil lòt ki te pase nan ti pòt pou zak briganday, machann pwason nan mache. Nou chatye e pini devan Bondye nan jistis li.

Jira : Jan nou toujou di, mesye sa yo se mantè fini, paske yo tout pa gen okenn lojik lakay yo. Nou wè jan etranje ap prezidan Mateli konpliman avèk ansyen Premye minis Loran Lamòt ki te fè yon travay otantik ki jistifye onètete yo ke opozisyon 2 grenn gòch pa apresye. Non, yo pa gen je pou yo wè. Men yo gen bouch pou yo fè medizans. Yo tout endistenktemen pa gen nen nan figi yo. Se yon pakèt bèk fè, figi di ki reyèlman plise.

Jidit : Nou pa nan kache lonbrit pou n benyen. Nou dwe di bagay yo jan yo ye a, paske bann vagabon yo kapab demonte yon moun san yo pa pran konsyans. Se yon bann denmèplè ki refize konprann yo pèdi, paske wout yo fè a pa bon pou yo. Yo mele e yo pèdi tou.

Jira : Kanta gouvènman Venezwel a a se elòj ak lwanj li fè tou sèl pou jan gouvènman an jere 400 millyon dola li te bay Ayiti chak ane poutèt lafratènite ant Boliva ak Petyon ki te mennen enderpandans Amerik di Sid, Grann Kolonbi, ki toune jodi a Venezwela, Kolonmbi, Bolivi, Ekwatè, Pewou ak Chili e Panama ki te fè pati tewitwa Grann Kolonbi.

Jidit : Ba yo enfòmasyon ke yo pa t janm genyen, paske radyo opozisyon yo ak sa k senpatize Lavalas pa bay nouvèl sa yo pou blofe Lavalas yo. Prezidan Venezwela Maduro, minis Afè etranjè ak anbasadè Venezwela an Ayiti bay prezidan Mateli ak Premye minis Lamòt akolad fratènèl, menm jan prezidan Petyon te bay Simon Boliva akolad fratènèl la lè yo t ap kite Jakmèl ak Okay pou yo t al delivre Amerik di Sid, ki te nan men kolon mechan espayòl yo.

Kantav : Se vrèman yon travay eksepsyonèl. Ou menm ak Jira avèk anpil lòt moun byen enfòme pou louvri lespri lòt yo. Se bèl bagay.

Jidit : Nou la pou laverite e n ap toujou kontinye pale jiskaske sa kaba. Se pèp la ki gen pou l pote laviktwa anba bann denmon yo. Fòk difamasyon fini nan peyi a e n ap gen yon 50tyèm lejislati k ap vin travay onon pè ayisyen e nan enterè nasyon an san fòs kote. Senatè ak depite resevwa tout frè pou yo sa travay byen. Men anpil nan yo rete lakay yo e kontinye pa touche. Janba ak Dantò pa fouti nye koze sa a. Tout sa k ap rale kò yo se paske yo konnen moun nan zòn li yo p ap janm vote yo. Derat pa fouti poze kanditati l pou senatè, alevwa pou prezidan. Li echwe nèt e l pa t gen tan pou yo te li yon pwezi « *Yon depa tèt anba* ».

Jira : Ou pa manti, paske sa yo t ap tann nan pase tou prè yo e yo pa t fouti kenbe l, paske l te cho pou yo. Sa yo te mande pou bòpè yo, se papa yo li rive. Yo nan tout sa k pa bon. Eleksyon an ap fèt, prezidan Mateli ap akonpli misyon li.

Jidit : Yo gen pou yo sezi yon lòt fwa. 3 gran Venezwelyen di se yon travay byen fèt ke Mateli ak Lamòt fè avèk kòb yo. Ak tout sa, gen 2 ou 3 voryen nan lopozisyon ayisyèn nan ki gen lanbisyon pouvwa monte nan tèt yo, yo mande pou gen yon ankèt entènasyonal ak kòb Petwo Karibe la.

Jira : Adye, sè m ! Moun ki fin bay kòb la te satisfè e bay bòn nòt pou administrasyon Mateli/Lamòt la. Men, bann trèt nan peyi Dayiti ap mande pou kondane Mateli ak Lamòt. Tout moun wè tout travay ki te reyèlman fèt nan peyi.

Kantav : Bon, mezanmi, noumenm k ap tande e pran nòt tou, ki moun ki pral koute bann ensanse yo ? Anpil koze ap tonbe e yo vle pou Mateli tonbe. Yo pè eleksyon ak wout anwo e anba ak Madan Mateli yo tout kòm egri pa vle vin senatè. Alòske Madan Maniga ap tann swadizan an rezèv de larepiblik pou l vin prezidant pwovizwa pou l al peze-souse ak aloufa madichon parèy li. Men koze a

Josma : Mezanmi, si nou konprann byen pwovèb nou an : « *Se pa chak jou sò Magrit pote bon siwo* ». Mwen tande nou tout e m dakò avèk nou tou. M ap ajoute yon ti bagay tou piti, yon ti zwit. Tout politisyen ki refize ale nan eleksyon pou eli kòm tout lòt yo e ki renmen pran pouvwa a nan rache manyòk, bay tè a blanch, yo konsidere yo kòm teworis e menm 5kyèm kolòn tou. Madan Maniga refize fè jefò e l pèdi konfyans senpatizan li yo pou afilyasyon l avèk MOPÒD, ki se sinonim « DEZÒD ». Madan Maniga, moman an rive pou w al pran chaplè w ou, dimwens, tounen temwen Jeova pou w al vann ti liv pòt an pòt pou nanm ou kapab sove.

2 pye yo nan yon sèl grenn soulye

Konstan : Ou konnen yon bagay, mesye-dam, se wout anwo ak wout anba, ke yo rele nan lang franse « VIADIC », ki prèske fini, ki kontinye ap ba yo pwoblèm pou yo wè se prezidan Mateli k ap modènize peyi a san l pa t yon politisyen vere. Alò, nou kapab konstate ke tout politisyen ayisyen yo pa konn valè yo e ke prezidan Mateli ba yo yon leson pou tout lavi yo. Sa se bon materyo pou opozisyon pope twèl ak politisyen malpwòp.

Timote : Monchè, pou laj mwen, mwen poko wè konsa nan peyi Dayiti. Prezidan Mateli se yon evenman. Nou mèt rayi li, fòk nou gen kouraj pou n di li reyèlman fè bèl bagay ke anpil lòt ki te pase pa reyalize. Mwen se yon Lavalas jis jounen jodi a. Mwen konsyan tout bon. Mwen kapab di se lannwit ak lajounen. Prezidan Aristid te fè anpil erè ki te fè l tounen yon radòtè. Se li menm ki te antere tèt li. Pa gen tankou gouvènman Mateli a ki vle pwogrè pou peyi a. Ti Nèg ak ti Nègès nan peyi a mechan. Jozafa ak anpil nan nou, ki la a, aswè a, dwe tande verite yo, paske nou pa fouti antere yo. Viv Lavalas ! Aba makout ! Aba tout teworis !

Jil : Yo gen rezon di « *Kou l midi, fòk bourik Sendomeng ranni* ». Nou kapab konprann sa, paske lè w fanatik, ou pa fouti pran bon sans ou, e menm si w bay verite, fòk alafen ou fè yon betiz. Se foli pouvwa a ki monte nan tèt tout egri, tout vagabon abiye, tout panzouyis.

Jidit : Ou pa manti, gason, paske ou di yon pawòl ki ekstrèmman fò. Ou kapab, frè mwen ! Mezanmi, Derat soti lèd nan pozisyon li. Bann vagabon yo ap prepare yo pou yo al souse mannèl bèf la. Y ap betize nan tout sans. Yo tout gen karaktè plat e yo pa gen okenn respè pou moun.

Krisyan : Se sa menm ! Se politik patizan ki kraze peyi a, paske mesye-dam yo refize pran konsyans Si nou koute jan mesye-dam poltisyen yo ap sèvi, nou t ap gen degou pou n pa ta janm pale de peyi sa a, paske yo tout divize, menm si yo fè yon akò. Moun pa fouti di nou k ap fè pwen yo nan tripoyay. Andre Michèl file l ale nan Jistis, paske l bezwen prezidan. Nou va sonje misye te toujou di se li menm ki pou li lèt demisyon prezidan Mateli a. Jodi a li trayi MOPÒD pou l opere pou kont li. Menm ak kavalye polka Nyoutonn Senjis li lage nan won. Men yon bon jan blofè. Se sa papa!

Serafen : Nan sitiyasyon sa a, Nèg pa fouti fè Nèg konfyans ankò, paske nan 2 tan, 3 mouvman yo trayi lòt. Milann gen dyare, paske yo ba l yon panzou pou mete Madisten sou li. Antouka : « *pwonmennen chache pa janm dòmi san soupe* ». Milann kite pati l pou l te asosye ak yon pakèt panzouyis ki mete l nan ka.

Silòt : Tout moun kwè kounye a ke anpil nan mesye sa yo se woulibè k ap pran woulib sou Lavalas pou yo di yo gen moun dèyè yo. Milann lage tèt li nan dlo Lavalas la ki neye l e pote l nan lanmè. Se konsa tout Lavalas yo ap pase youn aprè lòt, pou peyi a sa gen lapè li. Nou pa bezwen yo anko.

Prezidan Mateli boukle 4 an li an nan difikilte avèk anpil pwogrè

Jidit: Yo te chita nan fè difamasyon, voye monte, nan fè manti, olye yo rete nan reyalite a. Men katran rive sou yo san okenn chanjman nan kan yo. Ekip prezidan Mateli a ri yo tout nan tenten yo. Yo te prepare dezòd men yo rekòlte van. Nan tout sans, Mateli byen branche pou l te bay tout moun yo monnen pyès yo.

Kantav : Se sa li ye menm. Yo mele e yo tout nan pi gwo tèt chaje. Yo pèdi pouvwa a pou kèk tan. Se yon novis k ap vin sou pouvwa a, paske opozisyon an echwe e bann lidè politik yo pa janm pran chans pou yo regle bon bagay. Se pou rezon sa yo rayi Mateli. Yon pakèt machann lòbèy ap di yon seri bagay, poutan reyalite a nan je yo. 14 me 2015 pral fè Mateli 4 an fran. Kote bann denmèplè yo ? Kote yo tout ye souple.

Jidit : Yo absan pou fete jou sa a, paske yo te manje fri defandi a ki voye yo al pase mizè. Si yo konprann se nan fè dezòd san yo pa striktire yo pa gen youn k ap pran pouvwa sa a e y ap tounen panzouyis nètale. Tinèb Dèlpe fè erè tou, ki lakòz l ap mòde pous li. Nan lavi sa a, se pa presipitasyon ki konte, men vizyon pou reyalize bon bagay.

Jira : Nou tout ki la a aswè a, mèt chante san krent yon libera politik pou tout fo lidè panzouyis yo. Nou dwe chante libera tou pou tout machann lòbèy ki gen pou sispann taktik yo pou peyi a sa rive yon kote pou l respire. Demokrasi Mateli a fè yo pèdi tèt yo pou yo pa fouti rezone. Yo vin blaze, paske yo pèdi tout lojik.

Jan Bèbè
13 me 2015

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Phone : 718-658-3000; Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

ÈSKE W AP CHÈCHE ÈD OU KAPAB FÈ KONFYANS POU ZAFÈ IMIGRASYON?

NOU LA POU EDE.

RELE NIMEWO ENPÒTAN NEW YORK STATE NEW AMERICANS LAN POU W JWENN ENFÒMASYON GRATIS E KONFIDANSYÈL SOU ZAFÈ IMIGRASYON, JWENN REFERANS SOU AJANS KI KAPAB EDE W EPITOU DENONSE MÈTDAM YO.

PA PRAN NAN BLÒF SOU ZAFÈ IMIGRASYON!

1-800-566-7636

@nysnewamericans /nysnewamericans

www.newamericans.ny.gov

NEW YORK STATE OFFICE for NEW AMERICANS

Brought to you by the New York State Office for New Americans

Journal du 13 - 20 mai 2015:HO 5/13/15 4:03 AM Page 16

TOP CHEF RON DUPRAT

Tastes

- Oxtail Tartlet, Wild Mushrooms, Spiced Apple
- Grilled Goat Loin, Bacon and Guava Jam, Wheatberry Toast
- Seafood Ceviche with Lime Juice,Prestige Beer Tomato, Cilantro, Roasted Corn
- Taste of Haiti Grilled Conch with Avocado Salad
- Fruit and French Cheeses

Salad Festival and Soup

- Sweet Potato Soup with Lemon-Infused Extra Virgin Olive Oil and Black Truffles
- Braised Winter's Harvest Deconstructed Pork Butt (Griot)
- Haitian Potato Gratiner
- Caramelized Carrots,
- Cumin-Crusted Snapper
- Mango Papaya Jicama Escabeche
- Crispy-Skin Chicken Breast with Ginger-Scented
- Rice Cake
- Liquid Bean
- Dessert Station
- Assorted mini dessert
- Rhum Barbancourt Pineapple Glaze Cake
- Macaroon
- Petit Fours

TENUE DE VILLE

Management Group Inc.

Femmes en Démocratie

VOUS INVITENT À UNE SOIRÉE DE GALA
CÉLÉBRANT 15 ANS D'IMPACT
&
LA FÊTE DES MÈRES
À ROYAL OASIS, SAMEDI 30 MAI 2015

ADM: US $150.00

SUR SCÈNE

Le 30 mai 2015, Femmes en Démocratie célèbrera son 15ème anniversaire et la Fête des Mères avec un Diner Gala au Royal Oasis, à Pétion-Ville. Le tirage d'Haïti Tombola 2015 aura lieu à cette occasion.

Cette soirée sera animée par le géant du jazz Alix «Buyu» Ambroise Jr. et le groupe Strings combinant le Compas, le Flamenco, le Reggaeton et d'autres rythmes.

Top Chef Ron Duprat offrira une combinaison réussie de cuisines haïtienne et française. A cette occasion, 800 invités incluant des professionnels et gens d'affaires de la Diaspora se réuniront pour célébrer le leadership des femmes à travers Haïti et honorer six femmes remarquables qui ont contribué par leur leadership et leur esprit créatif à transformer la vie de communautés tant rurales qu'urbaines. Leur vision et leur engagement les ont unies autour d'une même cause et leurs réalisations contribuent à l'avancement d'Haïti.

Ces six novatrices, fondatrices de Femmes en Démocratie guidées par une mission partagée et tenues par des engagements pris il y a 15 ans passent le flambeau à de plus jeunes femmes leaders, moteur d'une génération gagnante, des voix essentielles. Elles sont la voix d'Haïti et font entendre cette voix en faveur d'opportunités et de progrès pour toutes et tous.

Haïti Tombola 2015

509 2813 0541
vitalvoiceshaiti@yahoo.com

ADMISSION : US $150.00

ALIX «BUYU» AMBROISE JR

SARA CHARLES

STRINGS

Le tirage de Haïti Tombola aura lieu à minuit 2015

Le tirage de Haïti Tombola aura lieu à minuit 2015